

Révolution Internationale

sommaire

Le féminisme p. 2
La crise p. 3
X° Plan en U.R.S.S. p. 4
Cambodge : quelle libération ? p. 5
"Combat Communiste"..... p. 6
Le Trotskysme p. 7

mensuel juin 76 n° 26

2f

20 FB 1,50 FS 50 cts can.

EDITORIAL

Le voyage de Giscard d'Estaing aux Etats-Unis et les déclarations réitérées d'"amitié et coopération", de "fidélité à l'Alliance Atlantique" sont venus confirmer une fois de plus qu'il n'y a plus de place aujourd'hui pour la politique de la bourgeoisie française qu'avait exprimé De Gaulle. Les prétentions à une "indépendance nationale", c'est-à-dire les tentatives d'une moyenne puissance de jouer sur les rivalités des grands pour défendre au mieux les intérêts du capital national ont cédé le pas. Aujourd'hui, ces intérêts menacés et l'économie affaiblie par la crise qui frappe tous les pays imposent à chaque bourgeoisie le choix clair de son camp.

S'il avait voulu faire la caricature de cette rentrée de plus en plus affirmée de la France dans le giron américain, Giscard n'aurait pu trouver mieux que ce qu'il a fait : annoncer au cours de son voyage aux U.S.A. une intervention militaire éventuelle de la France dans le conflit du Liban.

L'évidence de la soumission de la France aux intérêts américains que dévoile une telle démarche a provoqué la gêne ou la réprobation de toutes les fractions politiques de la bourgeoisie, hypocritement fâchées de constater que la France va mendier quelques miettes du marché mondial dominé par les U.S.A. moyennant une participation plus active à la "diplomatie" américaine.

Cet événement montre un aspect du renforcement des blocs impérialistes qui est lui-même une expression de l'approfondissement de la crise mondiale qui frappe le système capitaliste dans sa totalité. Il n'y a plus de possibilité d'une politique nationale indépendante de ce contexte et, toute lutte qui se situe sur ce terrain s'inscrit nécessairement dans l'un ou l'autre bloc quelle que soit la justification qu'elle donne à son action.

Ainsi, la "gauche" libanaise et ceux qui la soutiennent - "socialistes", "communistes" ou "révolutionnaires" - ont poussé de hauts cris face à l'"ingérence étrangère" de la France au nom de la défense et de l'indépendance du Liban. En affirmant le caractère "progressiste" d'une des fractions de la bourgeoisie au nom de l'"anti-impérialisme", les plus "radicaux" appellent une fois encore à choisir, à prendre parti pour un impérialisme contre l'autre et sous le fallacieux prétexte de "ne pas rester indifférent" apportent leur contribution au massacre sur le champ de bataille.

La "voie nationale vers le socialisme" ou tout autre formule similaire qu'ils préconisent est une fois encore la reprise de la thèse du "Socialisme en un seul pays" qui fut l'arme principale de cinquante années de contre-révolution de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. C'est sous cette appellation qu'ils cachent une défense inconditionnelle du cadre national pour la lutte, c'est-à-dire, du capital. La surenchère au nationalisme qui prend cette forme du "progressisme" ou de l'"anti-impérialisme" fait de ceux qui la véhiculent les serviteurs les plus dévoués de l'Etat capitaliste, toujours prêts à ramener dans un combat qui n'est pas le leur les prolétaires qui pourraient s'en détourner.

Contre tous ceux qui tentent d'emprisonner le prolétariat dans le carcan nationaliste et de le mener au carnage, les révolutionnaires doivent réaffirmer les principes de l'internationalisme prolétarien : défaitsme révolutionnaire et dénonciation de la guerre impérialiste.

R.F.A.

LA FIN DU MIRACLE

Le mythe selon lequel la R.F.A. ferait exception à la règle c'est-à-dire à la crise, a fait long feu. Plus questions maintenant de vanter le "Miracle Allemand" ou le "calme social". La bourgeoisie allemande est confrontée de plus en plus à la crise. La classe ouvrière allemande, commence enfin à émerger du trou noir de cinquante ans de contre-révolution, se heurte de nouveau à ses vieux "amis", les sociaux-démocrates, à l'appareil d'Etat bourgeois et à ses serviteurs de tous bords dans ses luttes.

une pseudo-prospérité

En effet, la politique de plein essor, au cours de laquelle la bourgeoisie allemande, financée par les capitaux américains, put reconstruire son économie, a fait place à une économie de crise, à une exploitation encore plus intense de la classe ouvrière, aux nécessaires mesures capitalistes d'Etat et à une féroce guerre économique contre les autres pays.

Bien qu'assujettie aux U.S.A., la R.F.A. est maîtresse en Europe. Grâce aux crédits et à l'influence économique

dans le Marché Commun (c'est une des monnaies les plus fortes et elle est un des pays importateurs les plus importants pour des pays comme la France) elle peut se permettre de reporter la crise sur les partenaires. A l'Est elle est également en bonne place, grâce à ses crédits à la Pologne et à la vente d'usines "clés en mains".

Mais le grand champ d'investissements de la R.F.A. est sans doute le tiers-monde (un cinquième des investissements ouest-allemands). Les investissements dans ces pays ont plusieurs avantages : une main-d'oeuvre sous-payée ; des contrats en défaveur de ces pays, des profits exonérés d'impôts. De nombreuses usines ont fermé des filiales de R.F.A. pour investir dans le tiers-monde (Volkswagen a investi au Brésil par exemple). D'autre part, la R.F.A. signe des contrats de longue durée avec les Etats sous-développés, pour la construction de grands travaux (construction du barrage hydraulique de Cabora au Mozambique).

Sur le plan économique intérieur, la situation n'est pas aussi brillante mais se maintient : de nombreuses peti-

(Suite page 8)

AFRIQUE

APRES LA GUERRE: LES DOLLARS

KISSINGER EN AFRIQUE

La lutte que se livrent les deux blocs impérialistes dominants, pour renforcer ou élargir leur position a mis en relief avec les affres de la décolonisation portugaise au Mozambique et surtout en Angola, l'importance stratégique et économique de l'Afrique Australe. Cette région du globe située sur la route des grands "tankers" qui approvisionnent l'Occident en pétrole, dont le sous-sol regorge de richesses naturelles a été l'enjeu récent de la rivalité des Russes et des Américains par pays dépendants interposés (Cuba, Zaïre, Afrique du Sud, etc.).

poussée de l'impérialisme américain

Les cendres du brasier angolais, à peine refroidies, le commis-voyageur de l'impérialisme américain entame sa première tournée en Afrique noire "dans un esprit ouvert et avec quelques idées concrètes". Ce qui se cache derrière ces mots c'est en fait une remise en ordre de la politique américaine dans cette région du monde, manifestation de la "realpolitik" de M. Kissinger et de la puissance de l'impérialisme américain.

La "gauche" peut parler de recul de l'impérialisme américain, d'échec du voyage de M. Kissinger en Afrique, mettre en avant le rôle progressiste de pays tels que l'Angola, le Mozambique ou la Tanzanie, monter en épingle le refus de certaine capitale africaine de recevoir le secrétaire d'Etat américain, tout ce verbiage ne peut masquer la réalité de la force des U.S.A. qui, même si dans un premier temps sont tenus en échec en Angola ou au Mozambique, dans un second temps

peuvent de fait restaurer leur position prépondérante grâce à la puissance de leur économie.

En effet, le voyage de treize jours que M. Kissinger a effectué dans plusieurs capitales africaines a permis de mettre solidement en place les pions que les Etats-Unis utiliseraient pour mettre en échec les visées de l'impérialisme russe en Afrique. En mettant la Rhodésie au ban des nations "civilisées", il se concilie les mouvements nationalistes africains et se prépare ainsi à l'évolution politique inéluctable de l'Afrique. En renforçant le potentiel militaire du Kenya, de Zaïre, il peut faire face à la présence militaire soviétique en Angola et en Ouganda. En accordant des crédits aux pays d'Afrique, et notamment au Mozambique pour renforcer le blocus de la Rhodésie, en en offrant à l'Angola qui ne fait pas la sourde oreille, il renforce la présence économique américaine et s'assure des débouchés qui sont de plus en plus nécessaires. Tout cela en conservant dans sa manche un atout privilégié dans cette région du monde : l'Afrique du Sud.

Dans l'imbroglio de la rivalité inter impérialiste des deux blocs, les gauchistes, toujours à la recherche d'un camp "progressiste" à défendre, auront bien du mal à expliquer que Kissinger accorde des crédits importants à la Tanzanie et au Mozambique et que l'U.R.S.S. arme et soutient l'Ouganda de M. Idi Amin Dada. Car, compte tenu de l'intensité de la lutte que se mènent les deux blocs sur l'échiquier mondial, les alibis idéologiques cachent de moins en moins bien les intérêts économiques et stratégiques des grandes puissances.

(Suite page 4)

FRANCE

UN PARTI FRANÇAIS QUI N'A RIEN DE COMMUNISTE

S'il y avait encore quelques doutes parmi les fractions de la bourgeoisie sur la vocation nationale du pcF, l'hystérie de celui-ci à se proclamer parti de l'économie nationale (en fait du capital national), parti de l'indépendance nationale, et, maintenant, parti de la Défense Nationale, aura certainement convaincu les plus réticentes. Si le nationalisme du pcF n'est pas nouveau, il est cependant, pour la bourgeoisie classique, entaché d'internationalisme comme d'un "péché de jeunesse" et s'acharne à le faire oublier, pour se présenter comme un parti de gouvernement dans l'antichambre du pouvoir.

Parti du capital national, le pcF dénonce, avec autant de vigueur qu'il l'avait fait dans les années 30 les fantômes "200 familles", les "25 puissances d'argent qui ruinent la France". (Huma dixit). Parti de l'indépendance nationale, le pcF dénonce l'indifférence du gouvernement actuel face aux ingérences étrangères dans la politique bien française, et on croirait réentendre les revanchards d'avant-guerre :

"N'en déplaise à l'ex-chancelier (Willy Brandt), ce sont les Français, et non les gouvernants de Bonn, qui doivent décider s'il est "bon" ou non que des communistes participent au gouvernement de la France" (Huma du 23/4). Après s'être présenté comme le défenseur du petit boutiquier français attaqué par les monopoles étrangers, comme le défenseur de ces frontières si chèrement acquises au cours des siècles, le pcF fige son image de marque nationale : il faut redonner aux français, et surtout aux ouvriers, le sens de la patrie qu'ils semblent avoir perdu, il faut redonner à l'armée française la place qu'elle "mérite" dans le monde.

le 8 mai:

"Journée d'action nationale"

"Il y a des choses possibles à obtenir pour les patriotes et démocrates de ce pays : le rétablissement du 8 mai comme fête nationale" (Huma du 10/5). Cette "revendication" bien française n'ayant pas encore été satisfaite, le pcF s'est lancé dans toute une campagne contre "la politique d'abandon de Giscard d'Estaing et pour la souveraineté nationale dans l'union du peuple de France" (Huma du 24/4) qui, à défaut d'autre chose, l'aura certainement "lavé" de toute "connivence avec l'étranger". Quant aux retentissements et à l'efficacité de cette campagne dans les usines, il semblerait que l'Huma a eu pas mal de difficultés à trouver des manifestations patriotiques de masse et s'est retranchée dans les exemples de mauvaise volonté évidente du gouvernement en place. Ainsi, le pcF dénonce le refus du ministère des PTT de pavoiser à l'occasion du 8 mai, le retrait prématuré des drapeaux sur les grilles de la préfecture du Val-de-Marne... Le pcF dénonce les patrons mauvais patriotes qui ont voulu faire travailler les ouvriers justement ce samedi-là : c'est le cas de l'usine Péchiney de Seine-Maritime qui s'est même permis d'enlever la "gerbe communiste" (!), ou de ceux qui ont enlevé un quart d'heure aux ouvriers patriotes pour leur participation à la manifestation du 8 mai : c'est le cas de Alsthom (Saint-Ouen)... Bien sûr, pour le pcF, les exemples sont beaucoup plus nombreux ; et, si les valeurs patriotiques se perdent, si "la France est bradée", il n'y aura pas trop de l'énergie combinée des gaullistes et du pcF pour remettre les choses en ordre, sans rien changer de fondamental : "Des points de convergence existent entre le parti communiste et les vrais gaullistes sur le plan de la Défense Nationale.

(Suite page 2)

UN PARTI FRANÇAIS QUI N'A RIEN DE COMMUNISTE

(Suite de la page 1)

Le combat commun dans la Résistance et contre une communauté européenne de défense illustrent ces convergences qui amènent de plus en plus de gaullistes véritables à dénoncer la politique pratiquée par M. Giscard d'Estaing (déclaration de J.M. Catala, secrétaire général des MJC, le 7 mai, à Strasbourg).

une Défense Nationale bien française

Dans la tradition gaulliste d'une défense tous azimuts, le PCF tient à rappeler la nécessité pour toute nation d'être capable d'assumer sa sécurité de la manière la plus autonome possible et ceci aussi bien dans la perspective d'un conflit mondial que dans la perspective d'une révolution prolétarienne. Ce qui signifie, en clair, perfectionner la production d'armements bien français dans un contexte mondial de concurrence pour l'armement techniquement le plus développé et revaloriser l'armée française. Ce sont là des objectifs d'un parti qui s'apprête à gérer la Défense Nationale avec autant de zèle qu'il gèrera l'économie nationale. Dans l'attente de ce moment, il est contraint d'attaquer la politique actuelle avec d'autant plus de conviction qu'il doit faire croire la classe ouvrière à des valeurs auxquelles elle ne croit plus: "Sur le fond, comment croire Giscard d'Estaing ? Il porte la responsabilité de la dégradation de l'armée française et de l'affaiblissement de la défense du pays. Les mesures qu'il propose ne permettront pas de doter la nation de moyens susceptibles d'avoir une véritable défense nationale... Nous, communistes, nous continuons d'affirmer qu'une toute autre politique est nécessaire et possible pour assurer l'indépendance et la défense de la France". (Déclaration de L. Baillot, Huma du 6/5).

Et, tout d'abord, revaloriser l'armement français dans le contexte mondial de la course aux armements, de l'augmentation générale des budgets militaires, de la modernisation du matériel militaire. Aujourd'hui, chaque pays s'arme, du plus petit au plus grand, de l'Afrique à l'Asie, chaque pays modernise SON armée, chaque pays achète SA bombe, et même si la majorité de la population meurt de faim. L'URSS, les USA et l'Allemagne sont les trois pays qui dépendent le plus pour l'entretien de leur armée (1) mais sans que ce budget grève complètement les quelques profits sortis de la pseudo-reprise. Les pays arabes, Israël, l'Inde s'inscrivent eux

aussi dans le cadre de l'augmentation du budget alloué au renforcement de l'armement ; mais, dans ces cas précis, le budget va jusqu'à représenter officiellement- 32 % du budget total de l'Etat (1). La France, si l'on en croit le PCF, est en retard dans cette course aux marchés qui ne connaissent pas les limites des autres produits fabriqués... Les armes se vendent toujours, elles constituent le seul marché en expansion malgré, et surtout avec, l'approfondissement de la crise mondiale. Elles constituent le seul marché pour lequel la saturation n'a pas de sens. La France, toujours selon le PCF, qui sait de quoi il parle, fait grise mine dans cette compétition, malgré les nets progrès du nouveau budget : d'un montant de 50 milliards de francs pour 76, le budget militaire va passer de 58 milliards en 77 à 115 milliards en 82, ce qui constituera une part appréciable du budget national : 17 % en 76 et 20 % en 82. Ce retard, le PCF le reproche amèrement au gouvernement actuel et, qu'à cela ne tienne, propose son aide : il se propose de prendre en charge la Défense Nationale, tout en saluant au passage l'augmentation accordée au budget militaire, prend fait et cause pour la force de frappe, et pose le problème de l'"adaptation" de l'armée actuelle à ces temps de crise où la moindre insurrection nécessiterait la répression de type classique. Ce n'est pas avec une bombe atomique que la bourgeoisie pourra affronter le prolétariat, c'est avec une armée bien équipée : et ceci, le PCF en est beaucoup plus conscient que n'importe quel autre parti de la bourgeoisie : l'écrasement armé de la classe ouvrière est son rôle spécifique, c'est la condition pour que la bourgeoisie puisse trouver une issue temporaire à sa crise : la guerre impérialiste. Le PCF voit son rôle à long terme : "Parce que l'aptitude d'un pays à assurer pleinement sa défense nationale est un élément essentiel de son indépendance, la France doit, selon nous, s'en tenir à une stratégie militaire permettant de faire face à toute agression" (Huma du 7/5).

Pour le PCF, il faut d'abord et avant tout défendre l'arme française : déjà, Séguay, à Saint-Etienne, a pris position pour le fusil français, J. Breteau, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT à la SNIAS, a protesté contre l'étranglement du "Concorde" par des intérêts dits "étrangers" : "Pas de Concorde à New York ? Pas de Boeing à Paris !"...

Après le fusil français, après le Concorde français, la force de frappe française... En 1972, le PCF, parti de l'opposition, éprouvait encore le besoin de se démarquer de la politique gouvernementale sur quelques points de détail : "Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif principal du gouvernement. Celui-ci fondera pour la durée de la législature sa politique de défense nationale et de désarmement sur les principes suivants : a) renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit... b) arrêt immédiat des expériences nucléaires..." (Programme Commun de Gouvernement). En 1976, L. Baillot, déclare, au nom du PCF, que "la force nucléaire se présente comme un fait et (qu'il) est impossible de ne pas en prendre acte". Ce qui ne veut pas dire que le PCF a changé entre 72 et 76 : tout simplement, la situation est différente, et, plus proche, du pouvoir, il donne à son nationalisme d'autres formes. Il tient à se présenter comme un parti responsable, capable de gérer l'indépendance économique, politique et militaire de la France. Sa revendication d'assumer la force de frappe ne fait que parachever son rôle national : la nécessité, après l'installation au pouvoir, de faire supporter à la classe ouvrière les conséquences insupportables de la crise et, ensuite, devant l'échec de ses tentatives, la nécessité d'écraser le prolétariat ou d'être détruit par lui. Dans ce premier temps devant se présenter comme un parti de gouvernement, le moment n'est pas aux grands chambardements mais aux entreprises respectables. L'heure n'est plus à l'antimilitarisme de l'époque de l'occupation de la Ruhr ou de l'indépendance du Rif, attitude qui oblige le PCF d'aujourd'hui à crier encore plus haut son nationalisme, sa fidélité à l'ordre établi, son intention de garder intacts les fondements du système.

le nationalisme, programme spécifique de la bourgeoisie

Dans toutes ses affirmations d'assumer la fonction militaire du nationalisme, le PCF ne fait qu'assumer son rôle de parti bourgeois, la nature même de ce qui fait qu'un parti est bourgeois.

En effet, la nation est le cadre spécifique du développement du capitalisme ; le soutien à la nation, le nationalisme n'est que l'idéologie de la domination

de la classe qui a la charge d'assumer le capitalisme : la bourgeoisie. La décadence du féodalisme a marqué la fin du cadre dans lequel se développait celui-ci : la région. La décadence du capitalisme, elle, marque la fin de la nation comme cadre du développement historique de l'humanité. Vouloir maintenir un cadre devenu caduc, c'est vouloir maintenir en place un système devenu anachronique avec le développement des forces productives. C'est vouloir maintenir le système de l'oppression d'une classe sans avenir historique sur une autre classe qui possède seule la solution d'un développement harmonieux de l'humanité : la classe ouvrière.

Seul le prolétariat est, depuis sa naissance, internationaliste : seul, il peut détruire le cadre de son exploitation : la nation, le cadre de sa division provoquée par le capitalisme. Aujourd'hui, prétendre que le prolétariat a une nation à défendre, c'est se situer sur le terrain de la bourgeoisie, que la nation défendue soit l'URSS, la Chine, ou une quelconque nation en "voie de libération nationale" ; c'est, avec un autre langage, prétendre que le prolétariat peut détruire les rapports de production dans le cadre national, que le socialisme est possible dans un seul pays ; c'est participer à l'écrasement du prolétariat ou, du moins, le préparer. Or, en tant que classe dont le but est la destruction du cadre national, la classe ouvrière ne peut détruire les rapports de production capitaliste qu'après la prise du pouvoir politique AU NIVEAU MONDIAL. Le communisme ne peut commencer que lorsque le premier mot d'ordre du prolétariat révolutionnaire a pris corps : "Les travailleurs n'ont pas de patrie".

N.M.

(1) Dépenses affectées à la défense par les principaux Etats en 1975, en millions de dollars et en pourcentage par rapport au PNB brut 1974 :

Allemagne de l'Ouest	16 260	3,6
Arabie Saoudite	6 343	15,0
Egypte	6 103	22,8
Etats-Unis	92 800	6,0
France	12 250	3,4
Inde	2 680	2,8
Iran	10 405	9,0
Israël	3 503	32,0
Syrie	668	15,7
URSS	103 800	10,6

(d'après l'Institut d'études stratégiques de Londres, "The Military Balance" 1975-1976).

Les suffragettes du capital

Aujourd'hui et depuis quelques années, on nous rabat les oreilles avec "les femmes", la "condition féminine", l'"année de la femme", l'"oppression de la femme", "MLF vaincra", etc. Au point qu'il n'est plus aucun gouvernement "démocratique", aucun syndicat et aucun parti politique qui se respectent qui n'aient leur secrétariat d'Etat, leur organe ou leur section "spécial femmes". De la droite à la gauche -et surtout les gauchistes- tous veulent se mettre au goût du jour en apportant "la solution" aux problèmes, à la condition des femmes.

Dire qu'il existe un problème "des femmes" aujourd'hui, c'est participer de l'éternelle vision sociologique, bourgeoise de la société : la société n'est qu'une juxtaposition de couches sociales (qui existeront éternellement) plus ou moins opprimées par d'autres "couches sociales" : le but devenant alors de trouver le moyen de faire cohabiter ces couches dans la "meilleure harmonie possible", à travers des réformes sociales.

Mais, dans la réalité de la lutte de classe, le but réel de tous ces mouvements qui tendent à aménager la condition de telle ou telle couche, revient, dans la réalité, à laisser intacte la société d'exploitation capitaliste en mettant en avant de fausses analyses, et donc des fausses solutions, des voies sans issue.

intégration des femmes à la production capitaliste

Qu'il existe une différence entre les hommes et les femmes, c'est une évidence : tant que l'homme n'enfantera pas, le rôle de reproduction de l'espèce humaine reviendra à la femme. Depuis que l'humanité existe, la femme a donc toujours assumé cette fonction sociale : le cadre social, dans lequel cette fonction de reproduction s'est accomplie a évolué dans l'histoire en fonction du degré de développement atteint par les forces productives et, donc, des rapports de production existants. La "condition féminine" a donc toujours été directement déterminée par les liens juridiques et sociaux que les hommes ont noués entre eux dans chaque système social déterminé. Cette "division du travail" dans la fonction de la reproduction de l'espèce humaine a donc

toujours accompagné l'évolution de l'humanité à travers les divers types de société qu'elle a traversés. Dès le départ, nous pouvons donc déjà dire que d'un point de vue matérialiste, il est aberrant de vouloir inventer une vision du monde d'après les intérêts propres des femmes comme si celles-ci pouvaient exister indépendamment des rapports de classe existants dans une société.

Pour comprendre la position qu'occupe "la femme" dans la société actuelle, et pourquoi il est aberrant d'en faire un cas particulier, ayant des problèmes particuliers et des solutions propres il n'est pas inutile de faire un très bref rappel de comment la femme a été intégrée au mode de production capitaliste.

C'est avec la dissolution de l'économie agricole et le passage à la prépondérance au mode de production capitalis-

te -en d'autres termes, avec le développement du machinisme et du travail salarié, que la femme a commencé à être, peu à peu, intégrée directement à la production capitaliste. Cette intégration a été facilitée par plusieurs facteurs :

- avec le développement et la généralisation des machines, il s'est avéré que la force de travail féminine était aussi utilisable que celle de l'homme ;
- l'exploitation forcée de la classe ouvrière, sur laquelle s'est accomplie l'accumulation primitive du capital (journées de travail de 11, 12, 13 heures pour des salaires permettant tout juste de se reproduire -des salaires de misère) a poussé à la dissolution de fait de la famille (comme dit Marx dans le Manifeste Communiste) en faisant aller à l'usine hommes, femmes, et enfants pour pouvoir survivre ;
- dès le départ, la force de travail féminine a été moins rémunérée que celle des hommes. Du point de vue du capitaliste, celle-ci est en effet moins sûre : chaque fois qu'une femme doit mettre au monde un enfant, cela lui fait autant de journées de travail perdues (d'où la "faiblesse" des femmes et le prétexte pour les payer moins).

Mais si, dans la période d'accumulation primitive du capital la surexploitation des hommes, femmes et enfants est manifeste, dans la phase ascendante du capitalisme, dans son véritable apogée l'idéal social bourgeois a toujours été que la femme reste à la maison -pour procréer et s'occuper de la survie matérielle de l'ouvrier et des futurs petits ouvriers -tout simplement parce que, dans ces conditions, la production capitaliste était mieux assurée et l'exploitation était mieux supportée. Il en a découlé que, autant la femme de l'ou-

vrier que l'ouvrière elle-même se sont vues impartir le rôle de ménagères : pour les femmes des ouvriers cela veut dire : rester à la maison, s'occuper du ménage et élever les enfants (d'où la fameuse "soumission" des femmes), pour les femmes ouvrières cela implique d'avoir à accomplir non seulement ses heures de travail à l'usine, mais, en plus le travail de ménage habituel (la "double journée de travail"). Ce sont donc les conditions matérielles que le capitalisme a imposées aux femmes qui leur ont conféré ces particularités (un certain "conservatisme" parce que subissant plus fortement la domination du capital, une position d'infériorité dans la société) que les féministes voudraient aujourd'hui abolir en luttant "contre les hommes".

les femmes dans la lutte de classe

Dans le contexte des 18e, 19e et début du 20e siècles, à l'époque où les organisations révolutionnaires de la classe ouvrière avaient comme but de gagner autant de réformes que possible du capitalisme en faveur de la condition ouvrière, et donc, d'affirmer la classe ouvrière comme force au sein de la société capitaliste, il n'est ni étonnant ni contradictoire avec les nécessités de l'époque de voir que les partis ouvriers (la social-démocratie en particulier) consacraient, au sein de leur organisation, des sections spéciales pour les femmes. Même si cette division qui était faite entre les hommes et les femmes était un reflet du poids de l'idéologie bourgeoise au sein même du parti, elle reflétait en même temps une réalité sociale de cette époque : la

(Suite page 6)

CRISE: PAS D'ISSUE POUR LE CAPITAL

Quand les chantres de l'économie capitaliste s'en vont crier sur tous les toits, et à cet effet, mobilisent les mass-média mises généreusement à leur disposition, que "nous sommes sortis du tunnel", que "la crise a été surmontée", il revient aux révolutionnaires d'affirmer et de démontrer le contraire avec une énergie redoublée. C'est déjà ce que nous avons fait dans nos précédents articles et en particulier dans "Surproduction et Inflation" (RI n°6) publié en nov. 73 au plus fort d'une expansion qui, pour certains pays (en particulier les USA) était la plus forte d'après-guerre. L'économie capitaliste sortait alors de la récession de 1971 et certains s'empressaient de décocher des traits d'une lourde ironie contre les "prophètes de malheur" qui avaient annoncé l'approfondissement inéluctable de la crise. C'est précisément à ce moment que nous écrivions: "la flambée inflationniste et la mini-reprise de 1972-73 ne peuvent que déboucher sur une nouvelle récession à côté de laquelle celle de 1971 apparaîtra comme une aimable plaisanterie" (article cité) en réitérant les perspectives que nous avions déjà dégagées antérieurement et en particulier début 72 (RI ancienne série n°7 "La Crise"): "ralentissement massif des échanges internationaux, guerres commerciales entre les différents pays, mise en place de mesures protectionnistes et éclatement des unions douanières, retour à l'autarcie, chute de la production, augmentation massive du chômage, baisse des salaires réels des travailleurs".

Les années 74 et 75 ont confirmé amplement toutes ces prévisions en même temps que la validité de la théorie marxiste sur laquelle elles s'appuyaient. Mais à peine la "reprise" s'amorce-t-elle qu'on est de nouveau assourdi par des déclarations d'un optimisme forcené: "la reprise dépasse toutes les prévisions!" et que le charlatan de service Herman Kahn s'empresse de publier un livre prévoyant pour les "200 prochaines années" toutes sortes de félicités pour l'humanité pour peu "que la croissance se poursuive". D'après lui (cf. l'Expansion de mai 76), "d'ici un à deux siècles, le grand problème politique de l'heure ne devrait plus être que l'adaptation de l'humanité à une vie d'abondance et de loisirs" et pour atteindre cette situation "l'outil de développement le plus efficace serait sans aucun doute l'installation massive dans les pays du tiers-monde d'industries venues des pays développés. Les premiers y gagneraient des emplois, les seconds de des marchés". Il fallait y penser!

Pour les révolutionnaires, contre ces attendrissantes manifestations de soulagement, il s'agit donc d'indiquer une nouvelle fois la seule perspective qui s'ouvre à l'économie capitaliste et pour cela définir à quel moment du processus de la crise où il se trouve actuellement.

le cadre historique de la crise

Alors que dans le domaine des sciences de la nature, la bourgeoisie a pu développer de façon prodigieuse les connaissances et la pensée, dans le domaine de la compréhension des phénomènes sociaux et particulièrement du squelette de la société, l'économie, la pensée bourgeoise paralysée par ses préjugés de classe, n'est capable depuis plus d'un siècle que de débiter les plus lamentables platitudes et les non-sens les plus loufoques. Débarrassées des formules mathématiques pompeuses et des flots de formules mathématiques derrière lesquels elles masquent leur néant, les "découvertes" des prix Nobel d'économie se résument à des propositions comme "il y a inflation parce que les prix montent" et "les choses vont mal parce qu'elles ont cessé de bien aller". Dans la compréhension des soubresauts actuels, de leur chère économie, les "experts" ont forcé leur salut et nous ont servi, depuis presque dix ans, une collection impressionnante de stupidités. Une des dernières en date consiste dans l'explication des difficultés capitalistes par "la crise du pétrole": la mauvaise humeur ou la cupidité de quelques potentats est élevée au rang de Deus ex machina de l'économie mondiale. Jamais des hommes n'auraient eu autant de pouvoir que ces "rois du désert" ou que ces dirigeants de "multinationales" (suivant que l'explication vient de "droite" ou de "gauche")!

En fait, les théories de la bourgeoisie sont incapables de voir plus loin que le nez de cette classe: pour elles, l'épiphénomène est toujours élevé au rang de l'essence et le préjugé fait office de loi scientifique. Pour les marxistes, par contre, il s'agit d'intégrer les événements présents dans une vision d'ensemble faisant intervenir des lois objectives et non des caprices humains et, en premier lieu, de situer la période historique dans laquelle prend place la crise actuelle.

Les crises sont partie intégrante du mode de production capitaliste depuis que celui-ci est devenu dominant dans la société.

Pendant tout le XIXème siècle, avec une régularité surprenante, les crises de surproduction sont venues hanter la bourgeoisie. Chaque période d'expansion

rapide était suivie par une phase brutale de recul de la production qui trouvait une issue dans une meilleure utilisation des marchés existants et dans la conquête de nouveaux marchés. La classe dirigeante acceptait avec philosophie ces secousses cycliques, car même si elles plongeait dans la ruine ses membres les plus faibles, elles ne remettaient pas en cause à l'échelle historique l'expansion et la prospérité du système, encore moins sa survie. Mais, dès cette époque, ces crises étaient la manifestation des contradictions insolubles que le capitalisme porte en lui et qui, au même titre que les modes de production qui l'ont précédé, le condamnent historiquement. Ces contradictions sont basées sur le fait que le capital, pour survivre, a besoin de s'étendre toujours plus et que cette extension n'est possible que s'il incorpore dans sa propre sphère, à travers le marché, une part croissante de la sphère pré-capitaliste de la société.

Depuis sa naissance, le capitalisme s'est développé sur ce sol nourricier constitué par les rapports de production pré-capitalistes. C'est en vendant ses produits à la noblesse et en transformant, par le fer quand nécessaire, les producteurs agricoles en "travailleurs libres" qu'il a fait ses premiers pas en Europe en même temps qu'il lançait ses caravelles, ses négriers et ses marchandises à la conquête du monde. Et, de fait, chacune des grandes nations capitalistes (Angleterre, Espagne, Pays-Bas, France) s'approprié, par la colonisation, une part du marché extracapitaliste comme condition de son propre développement. La plus grande d'entre elles, celle qui au milieu du XIXème siècle, produit la moitié des richesses capitalistes, l'Angleterre est en même temps la plus grande puissance coloniale, celle qui dispose des marchés les plus étendus pour écouler sa production. Les crises du siècle dernier étaient donc l'expression de ce besoin insatiable du capital en nouveaux marchés et, tant que ceux-ci existaient, elles finissaient par se résorber et la laissaient le capitalisme accomplir un nouveau pas dans sa marche triomphale. Mais, à partir du moment où le monde a été entièrement partagé, où, pour chaque nation capitaliste, la conquête de nouveaux marchés passe nécessairement par l'appropriation des marchés des autres nations, le mode de fonctionnement du système change fondamentalement. C'est la situation qui s'installe à la fin du 19e siècle, quand le face-à-face des impérialismes anglais et français à Fachoda, en 1898, signe avec éclat la fin de ce partage. Désormais, la crise n'a d'autre aboutissement qu'un affrontement militaire généralisé entre nations capitalistes: la première guerre mondiale inaugure donc l'entrée du capitalisme dans sa phase terminale, celle de son déclin historique où il ne peut plus se survivre qu'à travers le cycle infernal de crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise... Alors que les crises du 19e siècle constituaient, en quelque sorte, les battements du coeur d'un système en pleine santé, celles du 20e siècle ne sont autre chose que les râles de l'agonie de ce même système. Les périodes de reconstruction, loin de pouvoir être comparées aux phases d'expansion de la période d'apogée du système, ne constituent pas un progrès fondamental pour les forces productives. Elles correspondent à la reconstitution (à un niveau de productivité évidemment plus élevé) du potentiel économique détruit dont la production, une fois cette étape achevée, se heurte de nouveau au problème insoluble de la saturation des marchés.

Au même titre que celle de 1929, la

crise qui aujourd'hui frappe le système est l'expression de l'épuisement de la phase de reconstruction qui suit la 2ème guerre mondiale. Cela signifie, que, contrairement aux crises du 19e siècle, la crise présente n'a pas de sortie et les capitalistes qui, après la "récession", attendent la "reprise" et la "relance de l'expansion" risquent d'attendre longtemps. De nouveau, le seul aboutissement que le capitalisme par lui-même peut trouver à sa crise est la guerre mondiale.

d'une crise à l'autre

Si la crise actuelle et celle de 1929 sont fondamentalement de même nature, il n'en existe pas moins entre elles de des différences de forme qui permettent à nos économistes distingués, traumatisés par le souvenir de la "grande dépression", de crier à qui veut les entendre qu'elles n'ont rien à voir l'une avec l'autre. En 1929 les prix et encore plus la Bourse, ont chuté, aujourd'hui, tant bien que mal, la Bourse se maintient, quant aux prix...! Fidèles à leur empirisme borné, ces "experts" confondent une nouvelle fois essence et phénomène et, concluent... qu'une catastrophe comme celle de 1929 n'est plus possible.

En fait, la crise de 1929 se déclenche dans une économie qui, après l'intervention massive de l'Etat durant la guerre impérialiste et à l'exception de l'U.R.S.S. où le capitalisme d'Etat domine presque totalement, en est partiellement revenue aux règles libérales du 19e siècle: la bourgeoisie n'a pas encore compris que "les choses ne sont plus comme avant". L'effondrement du crédit privé sur lequel s'était appuyée en bonne partie la reconstruction et qui se traduit par l'effondrement de la Bourse n'est freiné par aucun mécanisme étatique, d'où la brutalité de la crise.

"Le mouvement contradictoire de la société capitaliste se fait sentir au bourgeois pratique de la façon la plus frappante, par les vicissitudes de l'industrie moderne à travers son cycle périodique dont le point culminant est LA CRISE GENERALE. Déjà nous apercevons le retour de ses prodromes; elle approche de nouveau; par l'universalité de son champ d'action et l'intensité de ses effets, elle va se charger de faire entrer la dialectique dans la tête même aux tripoteurs qui ont poussé comme champignons..."

Karl Marx

Cependant, après une première période d'affolement, les états commencent à intervenir massivement dans les économies par le développement des armements comme surtout en Allemagne nazie, par la mise sur pied de "grands travaux" comme dans les U.S.A. du "New Deal", par la prise en charge des secteurs-clés déficitaires, etc. Ces mesures étatiques permettent un certain redémarrage de l'économie dans la mesure où elles se basent sur des dépenses improductives qui permettent d'absorber une partie de la production, sans remettre en circulation de nouvelles marchandises susceptibles d'encombrer encore plus le marché. Mais elles ne résolvent en rien le problème: l'Etat s'endette et, à terme, le problème se repose avec la même acuité. En 1938, l'économie américaine amorce un effondrement semblable à celui de 1929 et un responsable allemand de l'économie est amené à déclarer: "Ce pays doit exporter ou mourir".

La situation est sensiblement différente dans le second après-guerre. Les principes libéraux du passé ont été mis au rencard. Les politiques néo-keynesiennes préconisant l'intervention étatique se sont généralisées. Dans beaucoup de pays, l'Etat est le premier patron (France, Italie, Grande-Bretagne, etc.). Par ailleurs, la guerre froide qui s'installe dès 1947 maintient en place un niveau très élevé d'armements. C'est sur cette base d'une intervention omniprésente de l'Etat que se développe la reconstruction. En même temps, comme manifestation du poids toujours plus élevé des dépenses improductives (armements, publicité, marketing, administration éta-

rique, etc.) nécessaires à la survie d'un système soumis à des contradictions croissantes et qui viennent grever les coûts de production de toutes les marchandises, l'inflation se maintient de façon définitive. D'une certaine manière, le capitalisme a mis en place, dès 1945, les mécanismes qui lui avaient permis un certain répit entre 1929 et 1938. Ce que les petites têtes des économistes n'arrivent pas à concevoir, c'est que l'intervention massive étatique a permis au capitalisme de faire l'économie de l'effondrement brutal de 1929 et de la reprise momentanée qui l'a suivie. A cette première étape de la crise a correspondu, dans la période présente, la crise monétaire internationale et l'épidémie de conférences internationales qui se sont développées depuis 1967. Si on peut établir un parallèle entre le déroulement des deux crises, c'est d'ores et déjà en 1938 que nous nous trouvons aujourd'hui. Est-ce à dire pour cela que nous nous trouvons à la veille de la guerre? Non! Et c'est justement là une des autres différences, sans doute la plus importante, entre les deux crises.

Contrairement à 1929 où la classe ouvrière vient de subir la défaite la plus profonde de son histoire et où elle ne peut faire obstacle à la guerre, le cours vers un troisième affrontement impérialiste, malgré les formidables préparatifs mis aujourd'hui sur pied par les Etats, est pour le moment barré par le renouveau des luttes prolétariennes qui, d'ores et déjà, a fait écho à la crise. Dans ces conditions, la crise ne peut aller qu'en s'aggravant quels que soient les répités momentanés qu'elle peut connaître.

de charybde en scylla

"Le défi auquel est confronté le politique économique est de trouver le moyen de ralentir l'inflation tout en assurant une reprise de la croissance économique" (Perspectives Economiques de l'O.C.D.E., décembre 74) C'est en ces termes délicats que les "experts" font le constat du cruel dilemme dans lequel se débat aujourd'hui le capital. Après un premier assaut en 1967, c'est en 1972-73 que l'inflation devient "galopante" jusqu'à atteindre des taux de 15 à 30 % aux U.S.A. et dans les pays européens, de 300 à 600 % dans certains pays d'Amérique Latine. L'inflation "structurelle" qui, depuis la seconde guerre, exprimait l'aspect artificiel du cadre dans lequel se produisait le "boom" tant vanté, s'est transformé en une fuite en avant désespérée face à l'engorgement généralisé de la fin de la reconstruction. Désormais le capitalisme est condamné à osciller entre ces deux maux, inflation et récession (comme l'expriment les plans et contre-plans opposés de chaque gouvernement) mais avec des mouvements de plus en plus rapides et des amplitudes de plus en plus grandes. En 1971, une "croissance zéro" pour les principaux pays de l'OCDE s'accompagnait d'une inflation moyenne de 5 %, la reprise de 73 (6,5 %) débouchait sur une inflation moyenne de 15 %, la récession de 74-75 (-2,3 %) n'a pas réussi à faire descendre l'inflation en-dessous de 10 % et la mini-reprise de 76 (+4 %) pour la toujours très optimiste OCDE propulse déjà l'inflation vers de nouveaux sommets. Incapables de l'expliquer les économistes n'ont pu que donner un nom à ce phénomène: "la stagflation" (il faut bien qu'ils servent à quelque chose). Leur impuissance est à l'usage du système qu'ils défendent. Comme celle de 1972-73, la "reprise" actuelle débouchera nécessairement sur une nouvelle récession qui laissera de nouveaux pays sur le bord du chemin comme aujourd'hui l'Italie et la Grande-Bretagne et qui imposera au prolétariat un surcroît de chômage, d'exploitation et de sacrifices.

C. G.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent: papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

UN X^e PLAN D'EXPLOITATION ACCELEREE

Il y a quinze ans, Khrouchtchev annonçait fièrement aux ouvriers russes que le communisme serait atteint en 1980 en Russie, et qu'alors s'ouvrirait une période où le développement des forces productives serait illimité réalisant le principe communiste de "à chacun selon ses besoins". On pourrait rire aujourd'hui de cette "théorie du Communisme dans un seul pays", si le X^e Plan quinquennal pour 1976-1980, défini au XXV^e Congrès du PCUS ne se présentait sous les couleurs les plus sombres pour l'ensemble des ouvriers russes. Aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, sous le ciel de plomb du capital en crise, l'heure n'est plus aux promesses de "société d'abondance" et autres "sociétés post-industrielles". Les fumées d'opium qu'on répandait à profusion sur les masses exploitées pendant la reconstruction pour leur faire oublier que la relative amélioration de leur niveau de "survie" s'accompagnait de la plus ignoble exploitation de leur force de travail, ne peuvent plus dissimuler tous les tourments que le capital en crise réserve universellement au prolétariat : les sacrifices, qui prennent dans sa bouche le nom d'"économies" et de "hausse de la productivité". Pas plus que ses homologues de l'Ouest, Kossyguine ne laisse aucune ambiguïté sur ce que le capital russe réserve aux ouvriers pour tenter de survivre à la crise.

"exporter ou mourir" (Hitler)

C'est le sous-titre qu'aurait pu prendre le rapport de Kossyguine publié sous le titre des "Grandes options de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1976-1980" (Editions de l'Agence de presse Novosti). L'heure n'est plus aux courbes de croissance ; il s'agit de planifier la décroissance : le taux de croissance du revenu national devra passer de 7,1 % à 4,7 % par an. La saturation du marché intérieur pousse le capital russe à se lancer d'une manière décidée sur le marché mondial pour vendre ses marchandises excédentaires, mais aussi produire toujours plus de marchandises dont la réalisation lui donnera ce ballon d'oxygène dont il se nourrit : le profit. C'est cette nécessité objective du capital russe que doit reconnaître Kossyguine, lorsqu'il déclare que : "La participation encore

plus poussée de notre économie nationale à la division internationale du travail, la coopération économique extérieure sur la base de contrats à long terme seront les traits caractéristiques du X^e Plan quinquennal". Bref, il faut mettre fin à "une sous-production se chiffrant en milliards de roubles tous les ans", "faire porter l'accent essentiellement sur une intensification plus poussée de la production", "organiser, dans certains cas, des entreprises spécialisées dans l'exportation, afin de satisfaire les besoins spécifiques des marchés extérieurs".

consommer moins

Les ouvriers russes sont donc prévenus, les seuls besoins qu'ils auront à satisfaire seront ceux des "marchés extérieurs". Finie l'époque où Khrouchtchev promettait (pour 1972 \$) aux ouvriers le même niveau de vie que celui du travailleur américain ; le "socialisme" russe ne peut produire que pour satisfaire ses propres besoins en valeurs additionnelles, pour son accumulation élargie, et non pour les besoins des ouvriers dont la valeur de la force de travail ne peut être dévalorisée. Autrement dit, il faut produire plus et consommer moins ; "des canons et non du beurre", comme l'affirmait déjà dans le passé Goering. De fait, la bourgeoisie russe se fixe pour objectif d'"augmenter de 38 à 40 % la production lourde", laquelle est destinée en grande partie à l'industrie d'armement, le secteur le plus florissant et le moins anarchique de l'économie russe. Parallèlement, "l'accroissement sera de 30 à 32 % pour l'ensemble des biens de consommation".

Mais aussi, "produire plus, consommer moins" signifie du point de vue du capital : réduire les dépenses improductives, réduire les coûts unitaires de production en machines et en matières premières : "Au cours du nouveau quinquennat, le volume des grands travaux doit correspondre rigoureusement à nos ressources matérielles et financières". Il faut, en règle générale, "diminuer les dépenses en matériaux par unité de production". Comme partout dans le monde, le capital russe se fixe donc le but "d'accroître la rendement du capital", en réduisant les investissements.

intensification de l'exploitation

Arrivé là, Kossyguine cesse de se présenter comme le simple porte-parole des difficultés du "socialisme russe" au service "de la société tout entière". C'est la bourgeoisie qui exprime sans fards et avec cynisme son point de vue de classe face à son ennemi mortel, le prolétariat : "L'ensemble des travailleurs doit se soucier d'un strict régime d'économie". Ou, plus clairement : "Le succès du quinquennat dépendra pour beaucoup... du strict respect de la discipline à l'égard de l'Etat et de la discipline au travail, de l'ampleur de l'émulation socialiste et du mouvement pour une attitude communiste envers le travail".

Du point de vue du capital, pour qui les ouvriers ne peuvent être autre chose que du capital variable, cela signifie deux choses : tout d'abord, réduire le coût de son "capital le plus précieux" selon Staline, en diminuant la masse globale des salaires soit par l'accélération du chômage ("une économie de travail de 26 millions de personnes"), soit en accentuant la concurrence entre les ouvriers par la généralisation du salaire aux pièces et des primes ("Pour élever l'efficacité de l'activité économique, nous devons accroître le rôle du système de rémunération du travail et de primes"). Ensuite, et surtout, augmenter le taux d'exploitation des ouvriers sous la forme d'extraction de la plus-value relative. Autrement dit, accroître la productivité : "Les intérêts aussi bien d'un développement immédiat qu'à plus longue échéance exigent... une croissance de la productivité du travail", c'est ce qu'en termes plus choisis, Kossyguine définit comme "une pleine utilisation des capacités créatrices des travailleurs" (sic).

l'URSS dans le cyclone de la crise

En croyant échapper à la crise, par les vieilles recettes utilisées par tout capital national, le capital russe ne va que plus fortement s'y intégrer. En se fixant comme objectif "une participation encore plus poussée à la division internationale du travail", il ne fera que se rendre plus sensible aux soubresauts de la crise pour se mettre finalement en seule harmonie... avec le déclin de l'économie mondiale. Face à d'autres capitaux nationaux plus déve-

loppés et compétitifs, le capital russe se trouve en état de faiblesse irrémédiable. Certes, il peut toujours renforcer son emprise économique sur son propre bloc, comme la proclame ouvertement Kossyguine sous les termes de "renforcement de la coopération avec les pays socialistes... extension de la coopération et de la spécialisation dans le domaine de l'industrie". Le X^e Plan prévoit que les "pays frères" devront aider au développement économique de l'U.R.S.S. en échange de roubles et de pétrole surévalués. Néanmoins, les usines créées par le renforcement de son emprise impérialiste ne peuvent que produire des marchandises insuffisamment concurrentielles face aux géants américain et japonais, plus compétitifs et dont les marchés sont protégés par d'impénétrables barrières douanières. Pour le capital, la guerre commerciale ne peut que signifier la marche vers la guerre tout court, faute pour lui de pouvoir créer de nouveaux marchés. C'est cette vérité d'un système sénile, à l'Est comme à l'Ouest, qu'exprime sans ambiguïtés Kossyguine : "Nous devons garantir efficacement notre sécurité... nous aurons le souci de nos glorieuses forces armées qui font la fierté du peuple soviétique" (sic).

Mais demain, avec la fin de la garantie de l'emploi assurée au prix de la stagnation et de l'anarchie la plus grande de l'économie, le capital russe va devoir faire face à une redoutable inconnue : celle du prolétariat. Avec des entreprises fermées au nom de la rentabilité, avec des centaines de milliers de chômeurs au nom des impératifs de "stricte économie", et avec une exploitation poussée aux limites de l'intolérable pour le reste des ouvriers, avec le retour des famines dont les prémices se trouvent dans la "crise agricole" actuelle, le spectre de la révolution risque fort de revenir hanter le pays d'Octobre 17. Demain, c'est sur le prolétariat russe, comme sur le prolétariat américain que pèsera la lourde responsabilité historique de s'approprier les leçons de la lutte de classe du prolétariat mondial, de faire éclore la conscience et l'organisation révolutionnaires qui, seules, peuvent faire pencher la balance de l'histoire en faveur de la révolution communiste.

CHARDIN

AFRIQUE

APRES LA GUERRE, LES DOLLARS

(Suite de la page 1)

crise et renforcement des blocs

Quand la crise économique secoue de plus en plus durement l'économie mondiale, ce sont d'abord les pays les plus faibles qui en subissent le plus fortement les effets. Alors que ces pays sont essentiellement des producteurs de matières premières, les fluctuations catastrophiques des cours de ces produits sur le marché mondial, dues essentiellement à la récession économique dans les grandes métropoles industrielles, ont des conséquences dramatiques sur leur économie : dépendance au jour le jour de l'évolution du marché mondial, recours de plus en plus vertigineux au crédit de plus en plus difficile à trouver et par conséquent inflation interne galopante. Comme partout, la crise et ses conséquences implique une politique rigoureuse d'austérité et une concentration des forces productives aux mains de l'Etat. Quelles que soient les prétentions idéologiques des régimes en place, c'est ce qui se passe aussi bien en Côte d'Ivoire où Houphouët-Boigny déclare qu'il "fait du capitalisme d'Etat", au Zaïre, en Angola ou au Mozambique. Dans tous ces pays, qu'on les considère "progressiste", "réactionnaire" ou "modéré", les conséquences pour les travailleurs sont les mêmes : une exploitation toujours plus sauvage de la force de travail, comme le manifeste l'interdiction du droit de grève, l'instauration de journées de travail gratuites au Mozambique, par le très "progressiste" président Samora Machel.

Les récentes conférences de l'O.U.A. devant le conflit angolais, les péripéties de la conférence Nord-Sud et le voyage de Kissinger en Afrique noire

marquent la concrétisation pour les pays d'Afrique de leur dépendance économique croissante vis-à-vis d'un bloc impérialiste ou d'un autre et exprime la tendance au renforcement des blocs. A l'heure où pour ces pays les conditions économiques se dégradent de manière catastrophique, où la famine menace et où une "aide" des pays riches est une nécessité vitale, les soi-disant luttes pour l'indépendance nationale ne peuvent masquer la réalité de plus en plus écrasante de la dépendance économique vis-à-vis d'un impérialisme ou d'un autre.

Pour un pays comme le Mozambique, dont 70 % des échanges se faisaient antérieurement à son "indépendance" avec l'Afrique du Sud, les réalités économiques qui s'imposent aujourd'hui à lui se manifestent avec le prêt de 58 millions de francs que Kissinger lui propose sous le prétexte de lutter plus efficacement contre le régime "blanc" de M. Smith en Rhodésie. En effet, à l'heure où l'U.R.S.S. est dans une situation économique difficile et doit faire face à ses difficultés propres, l'impérialisme américain montre toute sa force aux dépens de son challenger incapable de concrétiser économiquement ses victoires militaires, car incapable de fournir l'effort nécessaire pour soutenir l'économie chancelante d'un pays comme le Mozambique et de l'intégrer à son marché. C'est ce problème qui se manifeste à l'heure actuelle aussi bien en Angola où M. Neto ne dit pas non aux approches américaines mais insiste essentiellement sur sa politique de "non-alignement", qu'au Vietnam où les ouvertures vers les milieux d'affaires américains se font de plus en plus pressantes.

Dans ces conditions, les différentes

guerres de "libération nationale" ne sont qu'un des moments de l'affrontement des deux grands blocs impérialistes dominés par les U.S.A. et l'U.R.S.S. mais en dernière instance, la question militaire n'est qu'un des aspects de ce combat qui masque en fait l'élément essentiel qui détermine l'issue de cette lutte, la puissance économique. C'est pour cela que, s'il y a recul d'un des blocs impérialistes ce n'est certainement pas du bloc américain. Les U.S.A. peuvent se permettre des défaites parce que leur puissance économique est derrière.

réorientation de la politique américaine en Afrique

C'est avec la pleine conscience de ces éléments, au nom de sa "Réalignement", que M. Kissinger a entrepris son voyage et réorienté la politique américaine en Afrique, abandonnant le régime de Ian Smith en Rhodésie, faisant pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle assouplisse sa politique d'apartheid, se conciliant les tendances modérées des nationalistes africains, faisant des ouvertures à coups de dollars vers les régimes dits "progressistes".

Mais le voyage en Afrique du secrétaire d'Etat américain n'est qu'un des éléments sur lequel s'appuie la réorientation de la politique des U.S.A. Le second volet de cette politique s'est ouvert avec la conférence franco-africaine, qui a succédé à une visite éclair de M. Kissinger qui a déclaré : "Jamais les relations franco-américaines n'ont été meilleures". La France de plus en plus sert de force d'appui et d'instrument de pénétration des intérêts américains dans de nombreux pays : Irak, Inde et aujourd'hui, en Afrique. Impérialisme faible, la France

est obligée de se situer dans un bloc, le mythe de "l'indépendance nationale" au grand dam des gaullistes et du PCF s'écroule comme un château de cartes.

Chaque capital national dans la défense de ses intérêts est impérialiste et tend à imposer sa domination sur les pays les plus faibles. Chaque économie nationale, aussi faible soit-elle, tend à être impérialiste dans la mesure de ses moyens. C'est une des lois d'airain du capital, une nécessité de sa survie. Avec la crise, cependant, l'impérialisme le plus fort s'impose aux autres et s'en sert pour sa politique en l'intégrant dans son bloc. Mais ce n'est pas parce que les USA ou l'URSS sont les plus grandes puissances économiques qu'ils sont les seuls impérialistes ; à des niveaux différents, le Zaïre, l'Angola, l'Ouganda ou n'importe quel pays d'Afrique le sont tout autant. Mais plus faibles que d'autres, ils doivent s'intégrer dans l'un des blocs impérialistes parce que c'est une nécessité que leur impose leur économie en crise. Leur dépendance par rapport aux pays plus développés s'accroît.

Il s'agit aujourd'hui pour les pays industrialisés de trouver à tout prix des débouchés pour leur production, et quelle que soit la faiblesse des pays sous-développés, il faut en pressurer les "maigres" richesses pour alimenter la soif insatiable du Moloch capitaliste. Derrière le "nouvel ordre économique" recherché par toutes les bourgeoisies du monde, se cache la réalité toujours plus catastrophique de la crise du capital et de ses conséquences : rivalités inter-impérialistes exacerbées, renforcement des blocs et exploitation de plus en plus forcée des travailleurs.

J.J.

APRES LA «LIBERATION»

Toutes les "libérations nationales" étaient présentées par la gauche, comme une grande conquête. Mais, au fur et à mesure que les contradictions du système s'aggravent et se reportent sur ses maillons les plus faibles, on peut voir à quel point tout cela n'est qu'une sinistre mystification qui recouvre en fait tous les aspects les plus exacerbés de l'exploitation capitaliste : après avoir fait subir des massacres et toutes sortes de misères atroces aux populations, les "libérations nationales" les plongent dans une barbarie à côté de laquelle les barbaries stalinienne ou fasciste n'ont pas à rougir.

A l'heure où les techniques agricoles des pays développés permettent de très hauts rendements par rapport au travail humain investi, on en est, dans certains pays "libérés" à atteler des hommes aux charrues, à faire crever les hommes, femmes et enfants sur les rizières -ou autres plantations- pour des récoltes qui n'arriveront peut-être même pas à subvenir aux besoins de la population locale (quand elles ne seront pas, tout simplement, exportées). Et il y en a encore qui osent appeler cela "progressiste" !...

L'idéal qui est imposé aux populations de ces pays (de Cuba jusqu'au Cambodge) et qui fait tant rêver nos intellectuels de gauche est un seul : produire, travailler sans répit, sans contrepartie, devenir les bêtes de somme qui doivent se substituer aux machines et aux techniques inexistantes sur place (de là l'instauration de journées de travail gratuit, la "rémunération" sous forme de bols de riz, l'interdiction immédiate au droit de grève, etc.). C'est cela "l'homme nouveau" des pays "libérés". Tout cela au nom de la sauvegarde de la "patrie socialiste" et pour le "bien du peuple". En effet, à l'époque de décadence mondiale du capitalisme, c'est cela "une nation" : un gigantesque baignoire. Et ce sera ainsi tant que l'homme restera soumis aux lois marchandes capitalistes qui régissent le monde entier.

Car cette barbarie n'est pas autre chose que la forme exacerbée et atroce que prend le système capitaliste qui impose la prolongation de son existence dans des pays sous-développés alors qu'il a prouvé ne plus servir les besoins de l'humanité, même dans les pays développés du monde.

Au Cambodge (pays particulièrement mal loti dans la répartition des richesses capitalistes dans le monde), la "libération nationale", l'imposition par la poignée de fer des Khmers rouges d'une exploitation à outrance, a pris une tournure particulièrement barbare : "le travail à l'ombre des fusils" (comme le définit un article du Monde du 21/5/76); c'est de cette barbarie que traite l'article, paru dans World Revolution (organe britannique du CCI) N°6 que nous publions ci-dessous.

A l'occasion de toutes les prétendues "libérations nationales", toute la gauche et les gauchistes ont présenté les régimes qui en sont issus sous les couleurs les plus chatoyantes :

On a parlé d'un "homme nouveau" à Cuba. Aujourd'hui, cet "homme nouveau" est envoyé se faire tuer en Angola, payant ainsi en chair humaine les dettes que Cuba a pu contracter à l'égard de l'URSS et la protection que celle-ci lui apporte sur place.

Le Vietnam est devenu l'exemple de "libération" le plus admiré par tous les intellectuels de gauche à cause de l'efficacité avec laquelle les "cadres révolutionnaires" sont en train de réussir à transformer le pays en un gigantesque camp de travail forcé...

La situation actuelle au Cambodge est une expression parlante de la nature réelle des mouvements de libération nationale dans le monde. La barbarie de la tentative des "libérateurs" khmers rouges de reconstruire l'économie cambodgienne dévastée n'est, de toute évidence, pas une preuve de capitalisme progressif qui unit la population derrière ses frontières nationales pour se lancer dans le marché mondial. Un tel mouvement de libération n'était possible qu'au siècle dernier, quand le capitalisme était un mode de production ascendant. Le régime de Khieu Samphan, le protagoniste "incorruptible" du massacre capitaliste au Cambodge, est au contraire une émanation des rivalités inter-impérialistes, dans la période de crise permanente du capitalisme.

Pendant la récente guerre d'Indochine, le Cambodge a servi de pion dans les mains des camps impérialistes dans la région : les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Chine. Comme on sait, le Cambodge a été saturé de bombes américaines pendant l'année 1973 afin d'arrêter la force croissante des insurgés "communistes" considérés comme un allié dangereux du principal ennemi des U.S.A., la Russie. Le régime Lon Nol de Phnom-Penh est devenu entièrement dépendant de l'aide américaine. Avec la chute de Phnom-Penh et le retrait de l'aide américaine en avril 1975, les khmers rouges ont été confrontés à la tâche de rétablir l'ordre capitaliste. Tels des vautours après que le fauve est parti, les khmers rouges sont venus continuer un démantèlement, avec des moyens plus réduits, de la victime : la classe ouvrière cambodgienne. N'ayant pas les moyens de bombarder la population pour la décimer, ils utilisent des méthodes moins raffinées pour terroriser les masses travailleuses. Leurs buts immédiats sont peut-être différents de ceux du capital américain, mais les khmers rouges et leurs semblables ne sont qu'un moment différent dans le cours du conflit inter-impérialiste qui soutient l'évolution politique et militaire du monde aujourd'hui. La botte américaine correspondait à une étape de

conflit brutal militaire, celle des khmers rouges à l'étape où il s'agit de ramasser les morceaux pour se préparer à une nouvelle boucherie ; le tout, aux dépens de la classe ouvrière.

Le fait que les khmers rouges ne reçoivent pas une aide très abondante de la Russie ou de la Chine (bien que la Chine leur en ait fourni sérieusement) ne fait pas du Cambodge une force indépendante en Indochine. Cela veut dire plutôt que le Cambodge, depuis sa "libération", de même que le Sud-Vietnam, a perdu l'importance stratégique que tous les deux représentaient pour les grandes puissances. Ainsi donc, les khmers rouges se trouvent laissés à eux-mêmes pour reconstruire le Cambodge avec des ressources extrêmement maigres. Le résultat est que le processus de reconstruction qui y prend place n'est pas voilé par le même manteau mystificateur qui a couvert ceux qui ont eu lieu à la suite d'autres conflits inter-impérialistes. Après la 2ème guerre mondiale, le conflit impérialiste le plus destructeur de l'histoire, le prolétariat a été assoupi par vingt ans de mensonges qui disaient que la prospérité n'aurait pas de fin. Ces mensonges ont été renforcés par quelques miettes du gâteau de la reconstruction données aux ouvriers. Mais, pour la partie des masses travailleuses qui a survécu à son utilisation comme chair à canon dans la guerre d'Indochine, il n'y a même pas des miettes en perspective.

La reconstruction est en train de se faire au Cambodge par la force des baïonnettes. La pauvreté de ce pays est si gigantesque et les grandes puissances tiennent le marché si étroitement serré, que la "reconstruction" du Cambodge ne peut se dérouler qu'à un niveau on ne peut plus primitif. Son infrastructure improductive, pulvérisée pendant la guerre, nécessite l'exploitation des masses la plus brutale que l'on puisse imaginer. Après la chute de Phnom-Penh aux mains des khmers rouges, les bureaucrates dirigeants ont ordonné l'évacuation complète de la population de la ville (deux millions de personnes).

D'autres villes cambodgiennes furent aussi vidées, et des habitants de villages ont été redistribués dans tout le pays. Même les noms des gens ont été changés pour faciliter l'atomisation totale de la population par le régime. La raison de cela était la nécessité pour les nouveaux dirigeants de reconstruire les vestiges en lambeaux de l'agriculture cambodgienne avant même d'essayer d'industrialiser l'économie. Cela implique la restauration de barrages, de canaux d'irrigation et recommencer à faire pousser du riz avec les méthodes du vieux despotisme asiatique. Ce sont les masses qui font les frais d'une telle arriération économique avec un travail épuisant du lever au coucher du soleil et recevant en échange des rations de famine : un bol de riz par jour. La torture et la mort attendent ceux qui désobéissent et les maladies mortelles fauchent les milliers d'êtres incapables de survivre à une telle oppression. Les Cambodgiens ont été mobilisés de la façon la plus bestiale possible, dans l'intérêt du capital.

Seuls les révolutionnaires prolétariens peuvent évaluer l'horreur de ces événements. Pour les libéraux, les "progressistes" et autres charlatans, l'oppression soufferte par les ouvriers et paysans cambodgiens, c'est "normal". Après tout, une telle barbarie a été la caractéristique dominante du capitalisme décadent. Pour eux, ce qui est important est que, au moins, on est en train d'essayer de reconstruire la nation, ou, en d'autres termes : "au moins le capitalisme survit". De toute évidence, le capitalisme n'offre rien à l'humanité aujourd'hui, et donc, pour les libéraux et la gauche, dont la conception du socialisme n'est rien d'autre que le capitalisme d'Etat, la continuation de l'existence du système est quelque chose à respecter. Avec une telle perspective, la barbarie devient une "nécessité malencontreuse".

Les gauchistes ont, eux, des intérêts plus spécifiques à défendre que la simple survie du capitalisme. Avant que Phnom-Penh ne tombât l'an dernier, les trotskystes se plaignaient du fait que la Russie et la Chine n'étaient pas en train de donner l'aide militaire nécessaire aux khmers rouges pour les aider à battre l'impérialisme américain. D'après eux, les khmers rouges se trouvaient donc à l'avant-garde de la révolution socialiste contre l'impérialisme, mais ils étaient freinés par les "bureaucrates" russes et chinois. Outre cette façon de parler du socialisme comme une apologie monstrueuse de l'impérialisme russo-chinois, toute leur analyse montre une ignorance totale des forces réelles politiques et militaires en présence dans l'arène mondiale.

Ce qui motive la Russie et la Chine ce sont leurs intérêts impérialistes respectifs, leur course au pouvoir stratégique militaire et politique dans le monde. Si ces intérêts requièrent un alignement temporaire avec l'impérialisme américain aux dépens des intérêts d'un Etat client, comme cela a été montré au Cambodge, alors, c'est cela qui sera fait.

Les trotskystes sont des défenseurs irréalistes, fanatiques, de l'impérialisme russe ou chinois. Ce sont des enfants qui ont encore à acquiescer l'approche mûre de leurs parents staliniens.

Seuls les révolutionnaires peuvent comprendre que les supplices de la classe ouvrière au Cambodge et dans toutes les régions de conflits impérialistes, ne sont que le produit de la prolongation de l'existence du capitalisme lui-même dans sa période de décadence. Eux seuls peuvent voir les luttes de "libération nationale" comme une continuation de cinquante ans de terribles destructions, comme des panneaux signalisateurs indiquant le chemin vers la guerre mondiale, une direction qu'indiquent tous les conflits inter-impérialistes. Et, seuls les révolutionnaires peuvent comprendre que leur classe, le prolétariat, malgré ses défaites au Cambodge, Vietnam et Angola, malgré ses défaites des cinquante dernières années, est en train d'amasser ses forces pour la seule libération possible de l'humanité de cette société ignoble : la révolution communiste mondiale, l'élimination de l'impérialisme de l'Est comme de l'Ouest et de tous les gangs capitalistes locaux.

Frank Smith

REUNION OUVERTE DE LA SECTION DE PARIS

La dernière réunion publique qui s'est tenue à Paris le 12 mai a été centrée sur le problème de l'autogestion.

Pourquoi l'autogestion ? L'autogestion est un des meilleurs paravents que la bourgeoisie puisse employer pour empêcher les travailleurs de se forger une conscience claire des intérêts, des buts et des moyens de la lutte de la classe ouvrière. En enfermant les travailleurs sur le terrain de leur usine, de la gestion économique, elle constitue un moyen de dissimuler l'inévitabilité de l'affrontement de la classe ouvrière avec le cœur de la puissance capitaliste : l'Etat. La dernière vague révolutionnaire, parce qu'elle s'est affrontée au problème de la guerre, a même subi le poids de cette illusion. La guerre posait d'emblée le problème sur un terrain politique. Aujourd'hui, la perspective est différente : le mouvement révolutionnaire va se développer dans une période de crise économique, que les rouages mis en place par le capital au cours de plus d'un demi-siècle de décadence permettront de ralentir. L'autogestion, face à une crise qui est présentée comme un problème de gestion, sera employée au maximum. Elle visera à cantonner la lutte sur ce terrain, donnant aux ouvriers l'illusion de solutions "immédiates" dont l'effondrement mènera à la plus sûre des démolitions.

Cette "solution" autogestionnaire que nous réservent surtout les fractions politiques de "gauche" du capital, n'est pas nouvelle : les marxistes l'avaient déjà condamnée au dix-neuvième siècle, au travers de la critique des projets utopistes du mouvement ouvrier naissant, tels la ville communiste d'Owen ou le phalanstère de Fourier. Les utopistes circonscrivaient le projet communiste à une échelle locale où il est impossible. Les marxistes ont défini la seule dimension où il est une nécessité historique et une possibilité : le monde. C'est à cette échelle que devra se livrer la bataille pour le pouvoir politique, condition première aux véritables transformations communistes. Un demi siècle de décadence a montré l'utilisation que doit en faire la bourgeoisie contre le prolétariat (France, Allemagne et Italie dans les années 20, Espagne en 36, les exemples ne manquent pas).

La tâche des organisations prolétariennes n'est pas et ne sera pas une tâche de gestion de l'économie capitaliste. La discussion a abordé dans ce cadre certains aspects du problème de l'organisation de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, en insistant sur la nécessité de définition claire des buts politiques de la classe, seule garantie de sa force et de son autonomie, clarification dans laquelle les communistes ont un rôle de premier plan à jouer.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements :
1 an (12 numéros)..... 20 F
6 mois (6 numéros) 10 F

Abonnements couplés : 12 numéros
du journal et 4 numéros de la
"Revue Internationale" :
France 40 F
Etranger 60 F
Hors d'Europe par avion 80 F

Directeur de la publication : C. Giné
Numéro de Commission Paritaire : 54 267

Imprimerie : G. Tautin,
9, passage Dieu - Paris 20°

Errata dans le n° précédent :

Page 1, dans le titre, au lieu de :
"Portugal, trois ans après", il fallait
lire "Portugal, deux ans après".

Page 4, colonne 1, des paragraphes ont
été intervertis ; il fallait lire
comme suit : "A l'origine, pendant la
période manufacturière... on a eu
2 242 morts. Que messieurs les législateurs
et autres inspecteurs du travail..."

Diffusé par les N.M.P.P.

«COMBAT COMMUNISTE»: DU TROTSKYSME AU ... TROTSKYSME !

A la suite de la naissance de deux organisations à prétention révolutionnaire en rupture avec le groupe trotskyste Lutte Ouvrière, deux articles (cf. RI n° 13 et 14) avaient tenté de dégager les principes d'analyse que les révolutionnaires devaient poser face à l'apparition de telles organisations.

Ces articles, l'un étant complémentaires par rapport à l'autre, avaient permis de souligner une leçon fondamentale de la lutte de classes : si une organisation révolutionnaire est constamment menacée, sous la pression de l'idéologie dominante, de passer dans le camp de la contre-révolution, il n'est jamais possible qu'à l'inverse, du sein même d'un parti ou d'une fraction passée corps et âme dans le camp de la bourgeoisie, surgisse une organisation prolétarienne.

Seuls, des éléments -mais non des fractions-peuvent individuellement se dégager de telles organisations pour rejoindre des positions de classe.

Ces organismes issus du cœur même de la défense du capitalisme face à la classe ne peuvent, en tant que tels, qu'accompagner le processus de décomposition générale de l'idéologie bourgeoise devant la manifestation de la crise du système. Ou bien se sclérosent en formant une nouvelle secte gauchiste.

Après deux années d'existence de ces groupes, nous pouvons nous prononcer plus précisément sur l'avenir qu'ils se sont réservés.

L'un d'eux, Union Ouvrière, reste un pôle de rassemblement de l'incohérence et de l'éclectisme de ses éléments qui présida à sa formation. Théorisant l'absence de choix devant la seule alternative qui se pose à lui, ce groupe poursuit son ballet hésitant entre les charmes retrouvés du populisme à travers un activisme ouvrieriste forcené et la grande tentation de s'éparpiller aux vents des "idéas" modernistes qui l'attirent vers son néant (cf RI n° 23).

Tout en témoignant d'un égal mépris pour la classe ouvrière, ces positions ne peuvent amener cette organisation qu'à éclater ou se dissoudre.

Quant à l'autre chapelle, Combat

Communiste, elle n'a pas manqué au fil des numéros de son journal mensuel et de ses brochures de s'affirmer comme un nouveau bastion du gauchisme.

lutte de fraction ou opposition de classe ?

C'est à la suite d'une divergence au sein de LO qui a provoqué son exclusion de ce groupe que Combat Communiste s'est formé. Cette divergence portait essentiellement sur l'analyse de la nature de l'URSS. Dans la brochure "Révolution et contre-révolution en URSS", Combat Communiste expose sa position : l'URSS n'a rien d'un Etat socialiste, ni d'un Etat ouvrier. Après la programmation officielle de la théorie du socialisme dans un seul pays, l'URSS n'est définitivement plus qu'un capitalisme d'Etat dont l'objectif n'est "que la construction d'une économie nationale".

Mais cette analyse juste ne peut laisser longtemps d'illusions. Face à LO, défendant sa théorie de "l'Etat ouvrier dégénéré", et, bien sûr, socialiste, le grief essentiel de Combat Communiste porte sur le "manque de démocratie" qu'a manifesté LO "dans le débat sur cette question". Soulignant qu'il "n'a pas dépendu" d'eux-mêmes "que cette discussion ne puisse se poursuivre au sein de LO", ils axent toute leur critique par rapport à LO sur la conception de la "pratique organisationnelle" de ce groupe : "Ils font fausse route en éduquant des militants dans une atmosphère de conformisme, en éliminant toute contestation, en imposant la confiance absolue, en vantant maintenant les mérites du monolithisme qu'ils ont maintes fois dénoncé par le passé". Voilà pour eux la base de leur désaccord ; d'implications politiques de leur analyse différente sur ce "problème" de la nature de l'URSS, point : "Il font fausse route en se refusant de réexaminer -au nom de la fidélité et de la modestie- l'analyse trotskyste de l'URSS que leurs propres analyses remettent en cause" ("Bilan d'une exclusion").

Quand on fait comme si la question de la "nature de l'URSS" restait un débat ouvert en ignorant totalement les cinquante années d'expérience de la contre-révolution subie par le prolétariat mon-

dial avec ce qu'elles impliquent de masacre et de recul pour le mouvement ouvrier, quand on en fait aujourd'hui une question d'"erreur" d'appréciation, on ne se place pas sur un terrain de classe. Les débats ouverts des révolutionnaires ne sauraient avoir lieu que sur des situations ou des problèmes théoriques dans lesquels l'histoire des luttes ouvrières n'a pu encore trancher, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière.

Ces intérêts se définissent sur un terrain tracé par toute l'expérience historique des luttes du prolétariat qui détermine des frontières de classe sur les problèmes que la classe ouvrière a résolu pratiquement au cours de ces luttes.

Ainsi, les positions politiques de classe ne peuvent être dégagées qu'à partir de l'analyse d'une part des besoins spécifiques du prolétariat et d'autre part, des nécessités qui animent son adversaire : le capital.

Mais de telles positions sont introuvables chez Combat Communiste car le terrain sur lesquelles elles se forment lui est étranger. Pour lui, au sein d'une même organisation se prétendant "révolutionnaire", peuvent cohabiter deux analyses opposées faisant l'une, de l'URSS un "Etat ouvrier" et l'autre, un Etat capitaliste : "Les camarades de LO demeurent pour nous des camarades de combat aux côtés de qui nous espérons bien nous retrouver un jour dans le véritable parti révolutionnaire". Il leur échappe que lorsqu'une "erreur" a permis le massacre de millions de prolétaires, la caution de cette erreur n'est plus ensuite une nouvelle erreur mais constitue une frontière de classe.

Mais le problème n'est pas chez Combat Communiste un "péché d'ignorance", c'est que sa place reste dans le même camp que LO : Alors même qu'il caractérise l'URSS comme une "puissance impérialiste" rivale des USA, il appelle à soutenir les luttes de libération nationale tout en reconnaissant qu'il s'agit là d'un affrontement entre fractions de la bourgeoisie aidés par la puissance militaire et économique de camps impérialistes

dans la mise en jeu de leurs intérêts nationaux respectifs.

Pour Combat Communiste, il faut alors appuyer la lutte de la fraction "la plus progressiste" de la bourgeoisie -ce qui revient invariablement à apporter son soutien à la fraction engagée dans le camp russe.

De cela, des leçons doivent être tirées quelles que soient les déclarations d'intention de Combat Communiste, leur pratique revient à la défense des intérêts de l'URSS. A travers leur prise de position sur les mouvements de libération nationale, ils cautionnent l'idée que le capitalisme d'Etat -tout en restant du capitalisme- aurait une fonction "progressiste" alors même que le capitalisme d'Etat tend à être la forme généralisée de la concurrence capitaliste qui permet d'offrir dans son affrontement inter-impérialiste -par guerre mondiale ou luttes de "libération nationale" interposées- à l'humanité le spectacle barbare d'un holocauste permanent. Il ne s'agit là nullement d'une erreur des gens de Combat Communiste mais d'une frontière de classe et la seule cohérence de ce groupe, c'est dans le fait d'assumer avec conséquence les intérêts du capital qu'elle se trouve.

les rabatteurs du trotskysme

De fait, Combat Communiste défend les mêmes positions que l'ensemble des organisations trotskystes. Leur position de principe "d'appui critique" et de "front unique" avec ces organisations lui assure le même rôle de rabatteurs par rapport au trotskysme que celle des gauchistes par rapport aux PC.

Des groupes tels que Socialisme ou Barbarie, le FOR ou même UO -bien que marqués de façon indélébile par des stigmates du trotskysme ont eu au moins l'insigne mérite d'avoir tenté de s'en dégager alors que Combat Communiste ne prétend d'aucune manière en sortir. Leur fonction est exactement inverse : à travers ses "divergences", il s'agit de maintenir et de renforcer la mystification trotskyste. Le phénomène n'est (Suite page 7)

Les suffragettes du capital

(Suite de la page 2)
soumission de la femme par l'homme était plus marquée qu'aujourd'hui. Mais leur but était quand même de faire participer les femmes à la lutte de toute la classe ouvrière pour le socialisme. L'influence de cette période a pesé même sur la 3ème Internationale où les Bolchéviks ont préconisé, en 21, des tactiques de propagande spécialement dédiées aux femmes. Mais il faut signaler que cela a été fait dans le but de renforcer les partis communistes par n'importe quel moyen, alors que la lutte de la classe était en reflux.

En fait, dans les périodes de luttes révolutionnaires de la classe, le problème "des femmes" ne s'est jamais posé. Les femmes y ont, non seulement participé, mais elles en ont souvent été le détonateur ; parce que, quand "même les femmes" descendent dans la rue, "au risque de laisser des orphelins", c'est que la crise du système et l'impossibilité de continuer à vivre en son sein, sont une évidence.

Avec l'entrée en décadence du système capitaliste et l'impossibilité, au niveau mondial, d'améliorer le sort de l'humanité autrement que par la révolution communiste, tout mouvement parcelaire qui a comme but de s'affirmer en tant que tel au sein de la société, toute lutte pour des réformes pour l'amélioration de son sort, non seulement est vouée à la défaite, mais participe au renforcement de la société capitaliste, en créant des illusions sur ses capacités de "changement".

les groupes femmes

Toute l'idéologie féministe (de "Psy-et-Po" au groupe "Lutte de femmes", en passant par les "Pétroleuses") s'est évertuée à faire des femmes une catégorie spécifique (comme les homosexuels, immigrés, jeunes, handicapés), une sorte d'inter-classe (cf. collectif italien de Milan) qui, de la bourgeoisie à l'ouvrière, toutes les deux soeurs, auraient des revendications communes...

Ceci n'étonnera personne quand on connaît la vision bourgeoise qu'ont les gauchistes de la classe ouvrière : en effet, ils voient la classe ouvrière dans le "peuple", dans une masse d'opprimés qui doivent se regrouper par catégories (race, sexe) pour une première pri-

se de conscience. C'est aussi de la révolution prolétarienne qu'ils ont une vision contre-révolutionnaire : en effet, s'ils justifient les "groupes femmes", c'est qu'à leur avis, une révolution "économique" (laquelle ?) n'entraînerait pas nécessairement un changement des rapports sociaux (hommes, femmes, enfants) et donc qu'il y a nécessité d'un mouvement autonome de femmes qui pousserait à ce changement, qui achèverait la révolution incomplète. Ils prennent comme exemples tous ces pays qu'ils soutiennent critiqueusement et dont ils disent qu'ils sont en voie vers le socialisme (Chine, Cuba, Vietnam, Pays de l'Est). En effet, leur programme économique n'est tout simplement qu'un peu plus "à gauche" que le PC, à savoir : nationalisations + contrôle ouvrier + mouvements de femmes, en l'occurrence. Avec un tel programme, ce qu'on prépare, ce n'est pas la révolution, mais une gestion de la crise, la gestion du capital dans ses aspects les plus totalitaires : le capitalisme d'Etat.

Mais les gauchistes ne sont pas les seuls à s'intéresser aux femmes : du secrétariat à la condition féminine aux partis politiques de gauche qui ont chacun leur "section femmes", chacun y voit un terrain privilégié pour détourner des problèmes réels. Ils seront les premiers à impulser des groupes de femmes dans les quartiers ou les entreprises où ils assument très bien leur double rôle d'encadrement et de division de la classe ouvrière.

Sous prétexte qu'il y a moins de femmes dans les syndicats et que les femmes font moins de politique que leurs maris, on voit arriver les gauchistes se chargeant de faire "l'éducation politique et syndicale des masses" (comme si la conscience de classe était affaire de pédagogie). Dans le fait que les ouvrières sont moins encadrées que les ouvriers par les syndicats, les gauchistes y voient une faiblesse de la conscience de classe et une masse à manoeuvrer. Pourtant, dans les luttes importantes, plus enracinées dans la réalité de leur exploitation quotidienne, les ouvrières se trouvent être souvent les plus combattives et les moins soumises aux mystifications syndicales. Mais les gauchistes jouent, là encore,

très bien leur rôle de rabatteurs de la gauche : en mettant en avant des revendications "spécifiques" aux femmes, qu'ils veulent faire reprendre en charge par les syndicats, ils s'en font des auxiliaires et des conseillers dévoués, ils redorent leur blason, ils se veulent plus "à gauche" que les syndicats. Mais ces revendications sont de bien faibles choses, elles se résument à : "je veux être exploitée comme les autres, je veux qu'on m'aménage ma double journée". En fait, ils voient la libération de la femme dans l'aménagement du salariat. Là où le système d'encadrement du capital est insuffisant, les gauchistes sont là pour colmater les brèches. Ils entreprennent aussi des luttes sur la contraception et l'avortement et font apparaître comme des victoires les lois qui sont votées. Alors que c'est au contraire un besoin de plus en plus pressant pour le capital de limiter les naissances, de rationaliser la reproduction de la force de travail... Ce qu'ils montrent comme victoire dans les pays occidentaux, -libération de la femme, "libre disposition de son corps"- apparaît avec son vrai visage et sa barbarie dans d'autres pays (stérilisation forcée aux Indes, contraception à outrance aux Antilles, etc.).

Même si elle se cache sous le visage du gauchisme, la mystification féministe contribue d'une part à maintenir le prolétariat sur un terrain bourgeois, en faisant croire qu'il lui est possible d'aménager ses conditions de vie à l'intérieur du capital et, d'autre part, contribue à renforcer les divisions que secrète le capital dans les rangs du prolétariat. C'est à cela que nous assistons quand nous voyons des "femmes" s'organiser en tant que femmes dans les entreprises et les quartiers. Le seul critère d'adhésion à cette forme d'organisation est d'être "une femme", indépendamment de toute considération de classe. Avec cette vision on arrive à faire une théorie marxiste (mais jamais marxiste), à savoir que les femmes sont une inter-classe : les femmes de bourgeois étant des bourgeoises, les femmes d'ouvriers étant des ouvrières, mais toutes les deux ayant des revendications communes. On aboutit ainsi à une dissolution d'une partie du pro-

létariat : les ouvrières dans une catégorie sociale : les femmes, et d'opposer sous prétexte de revendications spécifiques, la femme au mari, l'ouvrière à l'ouvrier, comme l'attestent certains groupes qui, faisant "du travail de masse", écrivent des tracts sur le "chômage spécifique des femmes". Ces groupes parachutés n'arrivent à se poser les problèmes qu'en termes psychologiques : le "désir" de parler de soi et la "culpabilité" de ne pas agir là où ils sont (groupes de conscience) (1). Leur "théorie" ne reste qu'une description de l'oppression sociale des femmes : rapports au travail, au mari, aux petits chefs, aux enfants... et aboutit le plus souvent à une dénonciation hystérique des rapports qu'impose le capital. Alors que seul le prolétariat est la classe révolutionnaire, les femmes en s'organisant en tant que femmes, ne peuvent que se couper de toute perspective révolutionnaire et, de fait, servir de masse de manoeuvre à la gauche de l'appareil politique du capital. Leur activité "politique" se résume à soutenir des fractions de la bourgeoisie contre d'autres : soutien des luttes anti-fascistes au Chili, en Espagne, au Portugal, etc...

Depuis quelques années, on n'entend plus parler du MLF. En effet ce type de mouvement paraît à l'avant-scène quand la classe ouvrière est faible ou qu'elle a subi un reflux de ses luttes comme après 68. Mais aujourd'hui, la crise s'accroît et les luttes ouvrières reprennent à un niveau mondial, renvoyant aux poubelles de l'histoire les déchets qui n'auraient jamais dû les quitter. Dans ses luttes, le prolétariat doit tendre à l'unité la plus complète, tous ceux qui essaient de le diviser s'en font les pires ennemis. Le féminisme comme mystification de la classe ouvrière n'est pas déterminant, il ne prend tout son sens qu'en s'intégrant à tout l'arsenal bourgeois mis en avant par les gauchistes.

J. S. T.

(1) Ces groupes de conscience où l'on vient parler de ses problèmes ne sont en fait rien d'autre que des "courriers du cœur" améliorés au langage plus élaboré.

LE TROTSKYSME FILS DE LA CONTRE-REVOLUTION

Depuis la fin des années 60, le capitalisme décadent est entré dans une nouvelle phase de crise économique qui se traduit pour la classe ouvrière par une détérioration sans cesse croissante de ses conditions d'existence (chômage, inflation, augmentation des cadences...). En réponse à cela, la classe ouvrière a repris le chemin de la lutte à l'échelle mondiale, mettant fin par son mouvement à toute une période de contre-révolution quasi ininterrompue depuis 50 ans. Pour faire face à cette remontée des luttes ouvrières, le capital est contraint de plus en plus à faire appel à ses fractions de gauche et d'extrême-gauche (Portugal, Espagne, Italie, France...) qui apparaissent comme seules capables de détourner la combativité de la classe sur le terrain bourgeois, d'enrayer la prise de conscience de ses intérêts historiques. Ces fractions par leur programme de nationalisations, par leur langage ouvrier, sont en fait les mieux à même d'accélérer la mise en place des mesures capitalistes d'Etat, rendues nécessaires par l'exacerbation de la concurrence mondiale tout en les présentant à la classe ouvrière comme des mesures "socialistes", "révolutionnaires" la convient ainsi à accepter l'augmentation inévitable de son exploitation et de sa répression, la convient à défendre "son" capital national contre les autres.

C'est au sein de ces fractions de gauche, plus précisément au sein de celles qui se distinguent par leur langage "radical", que l'on trouve en bonne place les groupes trotskystes. Ce qui justifie à nos yeux la publication d'une série de trois articles visant d'une part à montrer comment elles apparaissent dans l'histoire, quel rôle spécifique elles assument dans l'appareil politique bourgeois, et celui qu'elles seront amenées à jouer au service du capital à mesure que la classe ouvrière tendra à s'organiser et à lutter de manière autonome.

Les groupes trotskystes, indépendamment des divergences qui justifient leur existence séparée, se présentent tous, sans exception, comme les continuateurs de la politique révolutionnaire du parti bolchevik et de la IIIème Internationale. En cela, ils ne se distinguent pas des autres fractions de gauche du capital qui, pour justifier une activité contre-révolutionnaire au sein de la classe ouvrière, se réclament des luttes passées de celles-ci et des organes dont elle s'est dotée. Mais, pour donner corps à ce qu'ils affirment, les groupes trotskystes s'appuient sur deux faits :

1°) C'est au sein de la IIIème Internationale que s'est développée à partir de 1924 en réaction au "stalinisme" naissant, l'"opposition de gauche", en Russie d'abord, internationalement ensuite, et qui, sous la direction de Trotsky, a donné naissance en 1938 à la IVème Internationale dont les groupes trotskystes actuels sont issus.

2°) C'est en s'appuyant sur les quatre premiers congrès de l'IC que l'"Opposition de Gauche" poursuit son activité politique et c'est à partir de certaines positions des 2ème, 3ème et 4ème Congrès que Trotsky élaborera les positions politiques communes aux groupes qui se réclament de lui.

En fait, le "lien" qu'ils tracent entre les révolutionnaires des années 20' et eux-mêmes n'a de consistance que dans la mesure où :

- d'une part ils reprennent à leur compte et érigent en principes politiques immuables ce qui constituait les "erreurs" du mouvement ouvrier de l'époque et non les positions révolutionnaires que la vague révolutionnaire de 17-23 avait permis de dégager.

- d'autre part, c'est à partir de ces positions erronées (dont il s'était fait un ardent défenseur dès le 2ème Congrès de l'IC) que Trotsky a élaboré les positions fondamentales du "trotskysme" positions erronées qui ont servi pendant 50 ans de caution de "gauche" à la politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie.

premières réactions ouvrières à la dégénérescence de l'IC.

La guerre de 1914 qui met aux prises les principales puissances impérialistes marque l'entrée du système capitaliste dans sa phase de décadence, "ouvrant l'ère des guerres, des crises et des révolutions sociales" (1er congrès de l'IC). En réaction à cette première guerre mondiale, le prolétariat surgit internationalement et voit sa fraction russe prendre le pouvoir à la suite de l'insurrection d'octobre 17. La lutte de la classe ouvrière va se poursuivre pendant plusieurs années surtout en Allemagne, Italie et Hongrie... C'est dans ce contexte général que les organisations révolutionnaires qui se regroupent dans l'IC lors du 1er Congrès en 1919, adoptent, à la lumière de la révolution russe, les orientations politiques qui sont la manifestation du pas énorme que vient de franchir la classe ouvrière mondiale. A ce titre elle rejette les conceptions de la IIème Internationale et des "centristes" à la Kautsky comme bourgeois (réformisme, parlementarisme, nationalisme...), et appelle la classe ouvrière à instaurer la dictature des conseils ouvriers.

Cependant, dès 1919, l'échec sanglant du prolétariat en Allemagne d'abord, en Hongrie ensuite, annonce le reflux de

la lutte mondiale qui vient renforcer l'isolement de la révolution en Russie et que les efforts que la classe déployera en 20-21 ne parviendront pas à enrayer.

Dès les premiers signes de reflux, les conceptions qui avaient prévalu au cours de la période progressive du capitalisme (parlementarisme, syndicalisme, dans le cadre de la lutte pour des réformes), et qui continuent à se manifester au sein de la classe ouvrière vont peser de plus en plus sur l'IC. C'est ce que traduit le retour progressif aux vieilles tactiques puisées dans l'arsenal de la social-démocratie, ce, dès le 2ème congrès, et surtout aux 3ème et 4ème: conquêtes des syndicats, parlementarisme, alliances avec des fractions de la bourgeoisie, luttes de libération nationale, gouvernement ouvrier et paysan. En Russie où le prolétariat a pris le pouvoir, l'isolement de la révolution va faire que, les confusions du parti bolchevik sur la nature du pouvoir de la classe ouvrière (le parti prend le pouvoir) l'amènent à prendre des mesures à l'opposé des intérêts de la classe ouvrière : soumission des soviets, au parti, enrégimentement des ouvriers dans des syndicats, signature du traité de Rappalo (diplomatie secrète d'Etat à l'Etat : droit pour les troupes allemandes à s'entraîner sur le territoire russe), répression sanglante des luttes ouvrières (Kronstadt, Petrograd, 1921). Mais l'adoption de telles orientations par le parti bolchevik et l'IC qui vont jouer un rôle d'accélérateur du reflux dont elles sont l'expression ne se fait pas sans susciter de vives oppositions en leur sein.

C'est ainsi qu'au IIIème Congrès de l'IC, ceux que Lénine appelle les "gauchistes", regroupés au sein du KAPD, s'élèvent contre le retour au parlementarisme, au syndicalisme, et montrent en quoi ces positions vont à l'encontre de celles adoptées au 1er Congrès qui tentait de tirer les implications de la lutte du prolétariat dans la nouvelle période historique ouverte par la lère Guerre Mondiale.

C'est, de même, dès ce congrès, que la "Gauche Italienne" à la tête du parti communiste d'Italie réagit vivement - bien qu'en désaccord profond avec le KAPD - contre la politique sans principe d'alliance avec les "centristes" et la dénaturation des PC par l'entrée en masse de fractions issues de la social-démocratie.

signification de l'opposition de gauche

Mais c'est en Russie même (compte tenu des confusions du parti bolchevik qui se manifestent dans le contexte d'isolement de la révolution) qu'apparaissent les premières oppositions. C'est ainsi que dès 1918, le "Kommunist" de Boukharine et d'Ossinsky, met en garde le parti contre le danger d'assumer une politique de capitalisme d'Etat. Trois ans plus tard, après avoir été exclu du parti bolchevik, le "Groupe Ouvrier" de Miasnikov mène la lutte dans la clandestinité en étroite liaison avec le KAPD et le PCO de Bulgarie jusqu'en 24 où il disparaît sous les coups répétés de la répression dont il fait l'objet, et critique le parti bolchevik sur le fait que celui-ci commence à sacrifier les intérêts de la révolution mondiale au profit de la défense de l'Etat russe, réaffirme que seule la révolution mondiale peut permettre à la révolution de tenir en Russie.

On voit donc, contrairement à ce que

laissent croire les trotskystes qui gardent le silence sur ces oppositions que ces tendances qui se situaient résolument du point de vue des intérêts prolétariens n'ont pas attendu Trotsky et l'"Opposition de Gauche" pour lutter pour la sauvegarde des acquis fondamentaux de la révolution en Russie et de l'IC.

C'est seulement après la faillite de la politique de l'IC en Allemagne en 23 et en Bulgarie en 24 faite dans ce mélange de frontisme et de "putschisme" que commence à se constituer au sein du parti bolchevik et plus précisément dans ses sphères dirigeantes, le courant connu sous le nom d'"Opposition de Gauche".

Cette opposition de gauche se cristallisera autour des chefs les plus prestigieux du Parti Bolchevik, tels Trotsky, Préobrajensky, Joffé, mais ne rencontre pas de véritable écho au sein de la classe ouvrière qui sort saignée à blanc de la guerre civile. Les points sur lesquels elle mène la lutte qu'elle poursuit jusqu'au moment de son exclusion et de la répression de ses membres (fusillades, internements, déportations, exil de Trotsky) sont exprimés, en ce qui concerne la Russie, à travers son mot d'ordre : "Feu sur le Koulak, le Nepmen, le Bureaucrate". D'une part elle critique la politique inter-classiste de l'"Enrichissez-vous à la campagne" prônée par Boukharine et, d'autre part, elle attaque la bureaucratie du parti et ses méthodes.

Au niveau international, à partir de 25-26, elle s'élève contre la constitution du "Comité Anglo-Russe" et l'alliance avec les Trade-Unions Congress (syndicats) qui vient saborder la grande grève générale des ouvriers en Angleterre. D'autre part, à travers Trotsky essentiellement, elle mène résolument la lutte contre la politique criminelle de l'Internationale Communiste en Chine, préconise la sortie immédiate du jeune parti communiste chinois du Kuo-Min-Tang et sa rupture avec toutes les forces bourgeoises, affirme que les intérêts du prolétariat mondial ne doivent pas être sacrifiés à la politique et aux intérêts de l'Etat russe.

Par ailleurs, elle engage la lutte contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" (de Boukharine et de Staline) qui se développe à partir de 24. Au XIV^e Congrès du Parti communiste russe, où celle-ci est adoptée, seule la voix de ses membres se fait entendre

pour la rejeter.

C'est donc bien en tant que réaction prolétarienne à la contre-révolution naissante qu'apparaît, se développe puis meurt l'Opposition de gauche en Russie. Mais le fait même qu'elle apparaisse si tardivement pèse lourdement sur ses conceptions et sur sa lutte.

Elle s'avère incapable de comprendre la nature réelle de la bureaucratie, prisonnière qu'elle est de ses illusions sur la nature de l'Etat russe. C'est ainsi que, tout en critiquant les orientations de Staline, elle est partie prenante de la politique de mise au pas de la classe ouvrière par la militarisation du travail au travers des syndicats. Elle se fait le chantre du capitalisme d'Etat qu'elle veut pousser plus en avant par une industrialisation accélérée.

Lorsqu'elle lutte contre la théorie du socialisme dans un seul pays, cela n'empêche pas certains de ses membres, dont Zinoviev et Trotsky, de se présenter comme les protagonistes de la défense "révolutionnaire" de la "Patrie socialiste".

Prisonnière de ces conceptions, elle s'interdit tout combat véritable contre le stalinisme naissant et se limite à en critiquer les effets.

D'autre part, dans la mesure où elle se conçoit elle-même, non comme une fraction révolutionnaire cherchant à sauvegarder théoriquement et organisationnellement les grandes leçons de la révolution d'Octobre, mais comme opposition loyale au Parti communiste russe, elle s'illustre par un manoeuvrisme fait d'alliances sans principes en vue d'acquiescer de l'influence dans ce parti (c'est ainsi que l'on voit Trotsky s'allier avec Zinoviev et Kamenev qui, depuis 1923 ne cessent de le calomnier). Pour toutes ces raisons, on peut dire que l'Opposition de gauche en Russie se situe en deçà des oppositions prolétariennes qui s'étaient manifestées dès 1918.

L. L.

Dans un prochain article nous verrons comment les groupes autour de Trotsky, au travers de leur tentative de poursuivre la lutte de l'Opposition de gauche russe, au niveau international cette fois, ont été conduits à adopter une politique qui n'a rien à envier à celle des "sociaux-patriotes" à la Kautsky de la 2ème Internationale.

"COMBAT COMMUNISTE" DU TROTSKYSME ... AU TROTSKYSME

(suite de la page 6)

d'ailleurs ni isolé, ni nouveau : on a vu International Socialism en Grande-Bretagne, News and Letters aux USA remettre en question l'analyse de Trotsky sur la nature socialiste de l'URSS et sans doute on verra au sein du trotskysme, d'autres tendances faire de l'URSS un "capitalisme d'Etat". Pourquoi ? Cela ne manifeste certes pas la tentative d'un "redressement révolutionnaire" de ces fractions. Mais, dans une période où la lutte de classes est à nouveau à l'ordre du jour et dont les premières manifestations s'opèrent à un niveau mondial - à l'Est comme à l'Ouest, la nature "socialiste" de l'URSS fait de moins en moins illusion alors que l'impérialisme soviétique s'est frayé un chemin dans le capitalisme mondial pour conquérir des marchés avec ses canons et les protéger avec ses chars.

Que l'on se propose de restaurer la pureté originelle et doctrinale du trotskysme (le Bolchevik en France, Spartacist aux USA) ou de l'adapter aux nécessités de la période, il s'agit de préserver les "acquis du trotskysme" Que sont ces acquis ? L'utilisation systématique des pires illusions passées des révolutionnaires transformées par la défaite prolétarienne en déchets les plus pourris de la société capitaliste décadente en les élevant au rang de "méthode révolutionnaire".

La fonction spécifique de Combat Communiste est de ramener sur le terrain du trotskysme les éléments les plus conscients susceptibles de s'en dégager à travers le verbalisme d'une phraséologie plus radicale qui sert d'écran de fumée pour réintroduire leur marchandise avariée : ainsi, alors qu'ils intitulent une de leurs publications : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes", ils s'attachent à tenter de diluer l'autonomie ouvrière dans des alliances avec d'autres catégories sociales : les paysans, les pe-

tits-commerçants, ou de la noyer sur un autre terrain: le terrain "spécifique" des femmes, des soldats...

Ils se livrent à partir du terrain trotskyste à la surenchère du gauchisme habituel. En opposant à "la bureaucratie syndicale", "la volonté de lutte et le dévouement de nombreux syndicalistes", ces jusqu'au-boutistes de la méthode trotskyste organisent une campagne auprès des travailleurs pour faire rayer des listes syndicales des "responsables stalinien".

S'ils forment une "critique du programme de transition" de Trotsky, "impropre" à la période de son apparition, ce n'est pas pour contester la validité d'un tel programme mais pour y substituer un nouveau programme de revendications "transitoires" - agrémenté d'une dernière "trouille" : des "mots d'ordre transitoires" pour tenter de maintenir les prolétaires sur le terrain de la domination capitaliste par excellence : l'économie, alors qu'ils le présentent ... comme moyen de "préparer l'avenir".

Quel avenir ? Le leur comme fraction assumant une parcelle de pouvoir de la bourgeoisie : "Avant d'envisager tout Front Unique avec le P.C., il est indispensable de bien comprendre ces caractéristiques, de les expliquer aux travailleurs, sous peine de faire le jeu des stalinien".

Ce groupe occupe d'ores et déjà une place de choix parmi les pires ennemis de la classe ouvrière. Il importe que les révolutionnaires attaquent sans lâche de tels suppôts de la bourgeoisie qui demain, bien plus encore qu'aujourd'hui, assumeront contre le prolétariat leur rôle "critique" pour masquer leur appartenance au camp de la bourgeoisie et mieux assurer la défense des intérêts de ce camp.

Y. D.

LA FIN DU MIRACLE

(Suite de la page 1)

tes ou moyennes usines font faillite, ou partent investir à l'étranger (dernièrement, Volkswagen a fermé une importante usine pour aller l'implanter aux U.S.A.). L'Etat a accordé en 75 une aide aux investissements. Actuellement les rationalisations sont de plus en plus importantes. Si on assiste à une relative stagnation de la crise en raison du renouvellement des anciens stocks et de l'aide étatique, la difficulté d'investir dans le pays même est très grande : "Les chefs d'entreprise se refusent obstinément à augmenter les stocks et à créer de nouveaux emplois. Malgré les signes évidents de reprise conjoncturelle, ils préfèrent continuer à rationaliser leurs entreprises et au plus, remplacer les vieilles machines." Pratiquement aucun manager ne croit à une diminution radicale du nombre des chômeurs" (*Spiegel*, 16/3/76). L'industrie d'armement, une des plus importantes dans le capitalisme décadent, a bénéficié pour 1976 d'une aide de l'Etat très importante (5 milliards de DM rien que pour l'industrie aéronautique militaire). Elle aussi va être "rationalisée" : si les rationalisations sont un des moyens de défense économique en période de crise, leurs conséquences en sont d'une part le licenciement en masse des travailleurs, d'autre part une exploitation accrue de ceux qui restent : 53.000 licenciements sont prévus dans l'industrie d'armement, 30.000 dans la construction, etc...

Comme on le voit, c'est la reprise ! Le chômage est une conséquence directe de toute cette politique de crise. 3,4 millions de personnes ont été au chômage en deux ans. Il y a actuellement plus d'un million de chômeurs, sans compter le chômage partiel et les 300.000 immigrés "renvoyés à leur foyer". Quant au niveau de vie "élevé" de la R.F.A., les conséquences du chômage étaient déjà importantes en 72 : 5 millions de familles vivaient avec moins de 500 DM par mois (900 FF).

une démocratie barbelée

Face à la dégradation de la situation économique intérieure, la bourgeoisie allemande a mis un arsenal mystificateur et répressif très au point. L'arrivée au pouvoir en 69 du S.P.D. (parti social-démocrate allemand) a coïncidé avec les premiers remous dans la classe ouvrière en réaction aux premiers effets sensibles de la crise mondiale. La social-démocratie a un poids mystificateur rien que par son nom. Son programme est l'établissement en R.F.A. d'un "socialisme démocratique". Sa présence dans les syndicats est prépondérante. Si elle a maintenant du mal à se maintenir au pouvoir, la présence de la C.D.U. - C.S.U. (parti chrétien démocrate) dans l'opposition de droite lui est d'un grand secours : elle peut faire reporter la responsabilité des lois anti-ouvrières sur la C.D.U. Elle peut également en ce moment, profitant de la stagnation momentanée de la crise, se présenter comme le "parti de la reprise". Si, en fait, aucune différence ne sépare le S.P.D. de la C.D.U., il est fort pos-

sible que la C.D.U. arrive au gouvernement aux prochaines élections d'Octobre 76. En effet, la crise s'approfondissant, le S.P.D. dans l'opposition pourrait mieux jouer son rôle. Il aura moins de difficultés à se légitimer et pourra renforcer son travail syndical en développant une propagande anti-C.D.U.

La bourgeoisie, profitant de la lente progression des luttes ouvrières, a posé un cache repressif à l'aide de trois lois : deux ont pour but d'envoyer pour trois ans en prison "ceux qui font acte de violence ou propagent des écrits incitant à la violence". La troisième est connue sous le nom de "Berufsverbot" et a pour conséquence le licenciement définitif du service public pour ceux qui ne sont pas prêts à défendre la constitution. Ces lois n'ont pas comme but direct d'envoyer les gens en prison, mais d'intimider et de permettre de développer toute une propagande. Si, en fait, peu de gens ont été touchés par ces lois jusqu'à présent, les groupes gauchistes, appuyés par l'aile gauche SPD, se sont emparés de cela pour renforcer leur théorie de la "refascisation de l'Allemagne" et crier à l'antifascisme. Ce "mouvement" a une influence assez grande, il dévoie les gens dans des discussions sur "ce qui est ou pas dans la constitution" ; on ressort du musée les anciens résistants qui rappellent le danger fasciste. Cela en premier lieu, au bénéfice du DKP, qui étant le plus frappé jusqu'à présent par le "Berufsverbot" tout en se défendant publiquement "de ne jamais avoir entrepris, ni ne jamais en avoir l'intention dans l'avenir, quoi que ce soit contre la constitution", profite de l'aubaine pour développer ses thèmes favoris et gagner des militants (il est bon de rappeler que le KPD, interdit en 1956, avait pris part à la rédaction de cette constitution après 1945)

ressurgissement des luttes

Faisant exception à beaucoup de pays, la classe ouvrière allemande, bien qu'engagée dans de nombreux petits conflits, est restée toujours encadrée et enfermée dans les syndicats, n'a pas réussi à sortir de ses usines et à généraliser les luttes. Pourtant, le mois de mai a vu surgir la grève la plus importante depuis longtemps. Début 76, ont été signées les conventions collectives fixant la hausse des salaires pour 76 à 5,3 % dans l'ensemble de la république fédérale. Les 5,3 % compensent à peine la hausse des prix officielle de 5,4 % (de mai 75 à mai 76). En réponse à cette décision patronat-syndicats, les ouvriers de l'imprimerie se sont mis en grève fin avril avec, comme revendication, 9 % d'augmentation. Les négociations ont aussitôt repris pour aboutir au résultat de ... 6 % d'augmentation. Pendant deux semaines, il n'y a pas eu de journaux sauf pendant deux jours, en attendant la réponse du patronat ; mais pendant ces deux jours, les journaux qui paraissaient avaient souvent des

passages laissés en blanc : des articles "analysant" la grève, que les ouvriers ont refusés d'imprimer. Les ouvriers se sont heurtés souvent de façon très violente à la police, en voulant empêcher les livraisons d'éditions réduites imprimées à la sauvette. Les syndicats ont été plus à la traîne ou même en dehors de la grève qu'à sa tête. Cette grève, même si elle s'est terminée assez facilement est un pas important pour la classe ouvrière ouest-allemande ; pour la première fois depuis 45, les patrons ont décrété le lock-out (illégal en Allemagne) ; le gouvernement social-démocrate a envoyé la police matraquer sauvagement les ouvriers à Francfort ; la lutte a été insultée au nom de "la liberté de la presse". Dans cette grève, les ouvriers n'avaient rien à perdre, et un pas dans la conscience à gagner.

Il est à prévoir que cette grève ne reste pas une exception dans les prochains mois. Les négociations concernant les hausses de salaires ne sont pas terminées dans toutes les branches et il faut s'attendre à des mouvements de grève importants.

Mais, si la classe ouvrière retrouve peu à peu sa conscience, elle reste extrêmement mystifiée : les syndicats sont en train de mettre au point de nouvelles techniques (techniques bien connues en France, encore peu employées en Allemagne). La grève de l'imprimerie a montré que la division de la grève par secteur ou un mot d'ordre de grève se restreignant aux grandes entreprises "pour ne pas défavoriser les petites", jouait encore parfaitement leur rôle et brisait bien la grève. Il s'agissait également dans cette grève, pour les syndicats, de montrer que la grève ne rapporte pas, qu'on n'obtient rien.

oOo

Sans parler des gauchistes classiques et bien connus, l'Allemagne offre une mystification très dangereuse, particulièrement pour les jeunes chômeurs : "la lutte armée", qui commence à ressurgir. En effet, le terrorisme permet de dévoyer les luttes et le désarroi de jeunes chômeurs dans une voie de garage. La présence de certains chômeurs aux combats de rue qui se sont déroulés à Francfort et Berlin laisse présager que la classe ouvrière allemande devra dans un premier temps payer très cher l'écrasement monstrueux qu'elle a subi sous les coups répétés de la social-démocratie, du fascisme et du stalinisme ; les dernières grandes grèves de l'imprimerie, celles qui se précèdent dans la métallurgie, sont les prodromes de grands affrontements de classe en Allemagne, où le glorieux prolétariat allemand qui a donné un Marx au communisme, devra réapprendre organisationnellement et consciemment, tout ce que la contre-révolution mondiale lui a fait désapprendre, faute de quoi tout recul ou déficit de sa part péserait d'un poids immense et négatif dans la lutte de classe internationale.

TARO

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNATIONALISM (U.S.A.)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.

INTERNATIONALISME (Belgique)
210 Amerikalei
2000 Antwerpen

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggiaro
Casella Postale 85/6
35 100 Padova

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B.M. Box 869
London WC 1V 6XX

dernières publications

INTERNATIONALISM N°9
Manifeste of ICC

The spirit of detente haunts Angola
Bangladesh : Graveyard of nationalist Myths
Yugoslavia and "Self-Managing Socialism"
China : Financing the new celestial Empire
The american bourgeoisie against the crisis (I)

ACCION PROLETARIA N°8

"Reformas", "rupturas" : castillos en el aire
Vitoria : la alternativa proletaria
El resurgir internacional de la lucha de clases
Los sindicatos "democráticos" en Italia

BROCHURES

PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
(réédition de la plateforme de 1972)

BROCHURES A PARAITRE

Grèves sauvages et syndicats
La décadence du capitalisme
La question nationale
La crise

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Rouen, Toulouse.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le 12 juin, à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage) Paris 13ème sur le thème : le gauchisme. Des permanences ont lieu tous les samedis à 17 h., au même endroit. Les réunions ouvertes et les permanences sont supprimées pendant les mois de juillet-août et reprendront normalement en septembre.

La prochaine réunion ouverte de la section de Bordeaux aura lieu le 18 juin à 21 h. au Café V. Hugo, Cours V. Hugo. Pour tous renseignements concernant les autres réunions ouvertes et les permanences des sections de province, écrire à : RI, BP 219 75827 Cedex 17.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

